Parti Socialiste
Congrès national de Valence
23, 24 et 25 octobre 1981

Sommaire

Le président (Alain Chenard) 1
Véronique Neiertz 1
Chantal Perez 10
Philippe Farine 11
Pierre Guidoni 13
Denise Cacheux 17
Laurent Fabius 20
Yves Durand (Fédération du Nord) 24
Alain Busnel 26
Jean-Pierre Chevènement 29
Le président (Annette Chepy) 36
André Laignel 36
Michel Rocard 39
François Loncle 49
Bertrand Delanoë 50
Michel Berson 54
Bernard Morin 56

Séance du samedi 24 octobre 1981 (après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence de Alain Chenard.

Le président (Alain Chenard)

La séance de cet après-midi reprend, la parole est à Véronique Neiertz, Secrétaire nationale chargée des relations internationales.

Véronique Neiertz

Mes chers camarades, mes chers Amis, dans un contexte international incertain, souvent conflictuel, l'arrivée de la Gauche au pouvoir en France a suscité bien au-delà de nos frontières l'espoir de tous les peuples, espoir à la hauteur de leurs luttes, à la hauteur de notre propre combat, à la hauteur des liens qui se sont développés entre les hommes et les femmes qui se battent partout dans le monde pour la paix, la liberté, la démocratie, le développement.
Ce n'est donc pas un hasard si nous retrouvons ici, à ce Congrès de la victoire Socialiste, tous ceux qui, d'un contient à l'autre, sont aujourd'hui nos frères, nos correspondants, nos relations, parce qu'ils travaillent à l'établissement d'un monde nouveau.

Cop. Fondation Jean-Jaurès

Les délégations qui nous entourent, venus de tous les pays étrangers, vous l'avez vu, sont nombreuses. Je tiens d'abord à adresser nos fraternelles salutations à tous ceux qui constituent l'ossature de l'Internationale Socialiste, Internationale Socialiste qui traduit aujourd'hui à la fois la pérennité d'une tradition et cet élan pour la justice qui correspond aux nouvelles aspirations des peuples.
Et puis, au-delà de nos amis les plus proches, au-delà des partis frères, nous trouvons la réalité, la diversité du mouvement social aujourd'hui. Nous rencontrons ici les aspirations politiques de demain, nous apercevons le renouveau de ce monde en crise et l'espoir d'un réel changement.
Ce changement, vous le savez, n'est pas exempt de contradictions ; nous en débattrons, y compris avec vous, camarades, avec vous nos invités; même si parfois ces débats sont rudes il faut que reste fondamentale, aujourd'hui comme hier, la recherche des voies de réalisation de notre espérance commune.
L'Afrique, continent pauvre parmi les pauvres, continent si longtemps humilié, dépecé, saigné par la traite jadis, l'exploitation économique aujourd'hui, l'Afrique continent proche, l'ami auquel nous lient trop de pages souvent sombres, hélas, de notre histoire, où plus qu'ailleurs sans doute nous mesurons le poids de nos responsabilités, de nos solidarités, l'Afrique est, faut-il s'en étonner, très largement présente parmi nous. (Applaudissements)
Camarades namibiens de la SWAPO, camarades de l'Afrika National Congress de l'Afrique du Sud (vifs applaudissements) pour vous, l'esclavage, le racisme institutionnel, le déni officiel de tout droit civique, restent votre lot quotidien. Vous avez le triste privilège de subir une des plus profondes injustices de notre temps, l'apartheid, forme moderne de l'oppression coloniale. Vous portez aussi l'honneur de tous ceux qui, dans le sud de l'Afrique, se sont révoltés, au nom de la justice et de la liberté, de tous ceux qui ont refusé que la couleur de la peau soit la mesure des Droits de l'homme.
A vous, à vos martyrs, à vos combattants, à tout votre peuple, nous, Socialistes français, redisons les mots que le premier d'entre nous prononçait il y a quelques jours à Mexico : Salut aux humiliés, aux émigrés, aux exilés, sur leur propre terre, qui veulent vivre et vivre libre.
(Vifs applaudissements)
Votre lutte est la nôtre, comme elle est celle de toute l'Afrique et particulièrement de vos frères des pays de la ligne de front, sous les coups des troupes prétoriennes le sang angolais se mêle au sang namibien chez tous ceux qui vous soutiennent contre ceux qui tendent à ruiner l'économie si fragile encore de ces états, encore si démunis, et qui pourtant, sitôt libres, ont voulu votre liberté.
Je salue ici les représentants du FRELIMO mozambicain (applaudissements) et du NPLSA d'Angola.
(Applaudissements)
La France Socialiste vous appuie ; elle espère vous aider efficacement à rompre l'étau qui vous enserre, à partir d'une économie cohérente et solidaire, base de votre liberté et de votre fraternité.
Nous avons plus largement la volonté d'aider à résoudre les conflits majeurs par

quoi l'Afrique peut être transformée en un champ clos, où se mesureraient par Africains interposés ceux qui veulent façonner le monde à leur image, l'enserrer dans une logique de bloc, faisant fi de sa diversité, de la variété de ses relations qui sont toute sa richesse.
En tous ces lieux d'affrontements, nous Socialistes voulons aider à restaurer le dialogue, le respect de chacun. Ainsi nous sentons nous vivement concernés par la situation actuelle dans la Corne de l'Afrique.
Le Parti Socialiste a reconnu l'existence d'une entité érythréenne originale et il appuie la revendication du droit à l'autodétermination qu'exprime le Front Populaire de libération de l'Erythrée, aujourd'hui présent parmi nous. (Applaudissements) Cela implique, et nous nous y employons, un élargissement de nos relations aux autres grandes forces politiques de la région.
Nous avons de même exprimé notre intérêt actif pour les efforts déployés par maints pays riverains de l'océan Indien, afin qu'y soit instaurée une zone de paix. Cette idée ne s'imposera que par une large concertation à laquelle nous sommes prêts à participer.
Nous sommes heureux de saluer la présence, pour la première fois à notre Congrès, du mouvement Militant Mauricien (Applaudissements). Elle est l'aboutissement d'une déjà longue série de rencontres, la marque d'une communauté de vues sur nombre de problèmes.
De même, nous nous réjouissons vivement de voir concrétisé ici le choix qu'en 1975 nous avons fait d'ouvrir le dialogue avec l'ensemble des forces politiques qui avaient alors décidé de se grouper en un front pour réaliser à Madagascar une profonde révolution, tant dans les rapports sociaux que dans l'approche des problèmes internationaux.
Six partis malgaches nous font aujourd'hui l'honneur de leur présence... (Applaudissements) et je dois me résoudre à citer ici par ordre alphabétique : l'AKFM, l'AREMA, le MFM, le VONJY et le VS MONIMA, l'UDEMA. Cette longue liste est tout à l'honneur du pluralisme malgache. (Applaudissements)
Partant de l'océan Indien, nous voici parmi ceux qui veulent avoir le français pour langue. Pour nous, dans sa diversité, l'Afrique est un tout. Mais une approche globale ne nous fait nullement renier ses solidarités profondes qu'une langue ne fait qu'exprimer. Le passé de notre pays, notre passé, nos luttes communes contre l'oppression coloniale, contre un simulacre de coopération, ont forgé des relations toute particulière. La présence de nos camarades du Parti Socialiste Sénégalais (applaudissements) et du Front progressiste voltaïque (applaudissements) tous deux membres de l'Internationale Socialiste, est l'expression de notre commun souci d'instaurer dans nos pays un Socialisme démocratique, dans une société politique pluraliste.
Je remercie aussi de sa présence le représentant du Parti congolais du travail qui marque le renouveau des relations entre nos deux pays.
Je me réjouis aussi de la présence de l'ambassadeur de la République Populaire du Bénin… (applaudissements) nous avons suivi avec intérêt les efforts du gouvernement et du peuple de ce pays pour construire une société nouvelle où le monde du travail, le monde paysan retrouve sa dignité.

Je salue enfin la présence des représentants du Niger (applaudissements) et la présence des représentants de la Mauritanie… (applaudissements) elles marquent notre solidarité avec ces nations qui affrontent avec courage les menaces que font peser sur elles, dans une nature ingrate, une situation stratégique particulièrement délicate.
Comme l'Afrique, la Méditerranée connaît aujourd'hui des luttes et des conflits. Elle est pour nous un lieu de proximité culturelle et humaine et la France veut y faire entendre partout la voix d'une paix juste. C'est pourquoi nous sommes heureux de la présence de nombreuses délégations du bassin de la Méditerranée qui ont répondu à notre invitation.
Je tiens d'abord à saluer nos camarades et amis des Partis membres de l'Internationale Socialiste dans la Méditerranée du Sud : l'EDEK de Chypre, représenté par son secrétaire général, le Parti travailliste d'Israël… (vifs applaudissements), dont la délégation est dirigée par Acher Ben Nathan, et le MAPAIWI, avec notre ami Rozenkier. (applaudissements). Avec eux, avec Bulin (?) et Chevit (?) empêché de quitter la Turquie, parce qu'il est en prison …(applaudissements), avec le Parti travailliste de Malte… (applaudissements) avec tous ceux là, l'Internationale Socialiste veut être présente en Méditerranée et apporter son message de dialogue et de paix.
Dans le Maghreb, comment ne pas dire d'abord notre solidarité avec les représentants de l'Union Socialiste des forces populaires du Maroc… (vifs applaudissements), aujourd'hui victime d'une dure répression.
Que notre salut fraternel aille à la délégation du FLN algérien, dirigée par Slimane Hoffman... (vifs applaudissements).
Salut également aux représentants des forces politiques tunisiennes, Madame Fatimane Asali, membre du Bureau Politique du Parti Socialiste Destourien… (applaudissements), Monsieur Messeri, dirigeant du mouvement des Démocrates Socialistes, Monsieur Ben Sala, dirigeant du mouvement de l'Unité Populaire… (applaudissements), et Monsieur Colbar, représentant le MUT C.P… (applaudissements).
Enfin, le Parti Socialiste salue ici la délégation du peuple Saraoui, représenté par le Secrétaire général adjoint du Front Polisario, (vifs applaudissements) Bachir Mustapha Seyet…. (applaudissements).
Il y a, sur les rives de la Méditerranée des Etats qui jouent un rôle important et avec qui nous souhaitons maintenir ou établir un fructueux dialogue. C'est pourquoi nous sommes heureux de saluer la présence ici des représentants diplomatiques de l'Egypte, de la Libye et de l'Irak… (applaudissements)
Viennent enfin des peuples qui n'ont pas encore recouvré la plénitude de leurs droits, et sans lesquels une paix juste, donc durable, ne peut se bâtir au Proche-Orient. C'est la signification que prend ici la présence d'une délégation de l'organisation de Libération de la Palestine... (vifs applaudissements).
C'est également la signification que prend ici la présence d'une délégation du peuple kurde, qui, en Iran… (vifs applaudissements), en Irak, en Turquie, demande le respect de ses droits et de sa personnalité.
Si nous nous éloignons du Moyen et du Proche-Orient, nous ne nous écartons

malheureusement ni des conflits armés, ni des drames humains, de Kaboul à Séoul, des peuples luttent pour le droit à disposer d'eux-mêmes, droit qui leur est refusé, contesté. C'est pourquoi nous saluons ici Kimbayou (?) le courageux leader démocrate de la Corée du Sud, condamné à mort, gracié sous la pression internationale, mais maintenu en prison, au mépris du droit le plus élémentaire. (applaudissements)
C'est pourquoi nous saluons aussi la représentante de la résistance Afghane... (vifs applaudissements), et le Prince Sihanouk, ardent défenseur de son peuple (applaudissements).
Comment ne pas évoquer ici les combattants des jungles de Timor et de Nouvelle-Guinée Occidentale, qui cherchent à préserver leur identité, après avoir été écrasés par leurs voisins... (applaudissements)
Mais d'Asie, arrive aussi la rumeur des peuples qui édifient des sociétés de type nouveau. Dans la mesure où certaines de ces vastes entreprises tendent parfois à négliger leur finalité qui ne peut être que l'homme, il est bon que des partis frères, comme le Parti Socialiste japonais... (applaudissements), s'efforcent, jour après jour, de faire progresser les notions de liberté politique et de démocratie économique pour qu'en Asie aussi, le Socialisme soit une idée qui fasse son chemin.
Mais l'Asie, ce sont aussi ces très grands peuples qui s'approchent du milliard d'individus, dans l'angoisse de la faim omniprésente et de la guerre toujours possible, de l'Inde, nous attendons qu'elle persévère dans la voie irremplaçable de la démocratie. L'Inde est, en effet, la référence de tous ceux qui, quel que soit l'état de leur développement, persistent à penser que l'avenir est à la discussion organisée, respectueuse des règles posées en commun, et non aux groupes réduits d'hommes qui, sous prétexte d'efficacité, privent leurs pays de la richesse de ces diversités et nient le droit à la différence. Nous saluons ces représentants.
Nous voudrions aussi adresser notre salut aux représentants du Parti Communiste de Chine... (applaudissements), délégués de ce pays qui a tant apporté à la civilisation et avec lequel nous souhaitons approfondir un dialogue politique annoncé en février de cette année par François Mitterrand et Lionel Jospin. Du Parti Communiste Chinois dépend, nous le savons en grande partie, l'avenir du continent asiatique, comme il dépend aussi de deux autres partis auxquels l'histoire a confié des tâches grandioses ; j'évoque ici le Parti des Travailleurs Coréens... (applaudissements), avec lequel le Parti Socialiste poursuit un dialogue constructif, et je salue Monsieur mai Van Bo, ambassadeur de la République Socialiste du Vietnam, représentant à notre Congrès du Parti Communiste Vietnamien... (applaudissements), qui a conduit
la lutte pour l'indépendance du Vietnam et dont aujourd'hui dépend, pour une large part, le retour à la paix en Indochine. (Applaudissements).
"Courage, la liberté vaincra". C'est malheureusement à la grande majorité des peuples d'Amérique Latine et des Caraïbes que le Président de la République François Mitterrand adressait ces mots depuis Mexico.
Les libertés, la démocratie, la justice sociale, autant de principes fondamentaux

qui sont refusés aux peuples d'Amérique Latine. Nous vous saluons et rendons hommage à votre courage, peuple d'El Salvador du Guatemala... (vifs applaudissements). Oui. camarades du mouvement National Révolutionnaire et du Front Démocratique Révolutionnaire d'El Salvador ici présents, et avec un salut tout particulier à Kelen Mounko (?) qui nous a fait parvenir un message chaleureux. Nous vous apportons notre appui dans l'esprit de cette déclaration franco-mexicaine dont on a tant parlé. (Applaudissements). Nous serons aussi à vos côtés, camarades guatémaltèques du Parti Socialiste Démocratique et du Front Démocratique contre la Répression... (applaudissements), pour dénoncer et combattre la dictature qui vous a été imposée en 1954 comme en 1973 au Chili par les mêmes forces.

Au peuple haïtien, condamné à la famine et à l'exil, que le représentant ici présent d'un des rassemblements d'opposition à la dictature de Duvalier... (applaudissements), camarades Socialistes chiliens, représentés par Carlos Altamirano et les camarades du Parti Radical... (applaudissements), camarades Socialistes uruguayens... (applaudissements), camarades du Paraguay... (applaudissements), camarades boliviens, et nous saluons particulièrement la présence du Vice-président élu, Jaime Pazzamora... (vifs applaudissements)

Nous continuerons à vous soutenir pour que vous puissiez reconquérir le droit de vivre libres dans vos Pays (applaudissements), pour que les camarades brésiliens du Parti Démocratique Travailliste, du Parti du mouvement, Démocratique Brésilien, dont un des dirigeants, Miguel Arraes est parmi nous, (applaudissements), et du Parti des Travailleurs. Nous espérons que l'année 1982 permettra à votre peuple de s'exprimer, librement.

Camarades du Front Sandiniste de Libération Nationale... (vifs applaudissements), qui avez envoyé parmi nous un de vos plus hauts dirigeants, le Commandant Carlos Nunez, président du Conseil d'Etat et membre de votre direction, vous savez que votre victoire a soulevé d'immenses espoirs dans toute l'Amérique Latine, (applaudissements).

Le retour à la démocratie en Equateur et au Pérou, le poids accru de politique extérieur volontairement engagée au côté des forces populaires opprimées d'Amérique Latine, tel que les mènent les partis au pouvoir, comme le Parti Révolutionnaire Institutionnel du Mexique... (applaudissements), ainsi que le Parti Révolutionnaire Démocratique de Panama, ici représenté par un très proche collaborateur et ami du Général Torriros... (applaudissements), dont la mort, tout comme celle de Raibé Lotof, président de l'Equateur, nous a profondément affectés, sont d'autres raisons de croire à la libération de l'Amérique Latine.

Dans ce drame que connaît l'Amérique Latine, nous avons conscience de nos responsabilités.

A nous d'aider les peuples qui ont conquis leur droit à l'autodétermination, afin qu'ils assurent leur développement économique dans la démocratie.

A nous de refuser que l'Amérique Centrale et Cuba, ici représenté par une délégation du Parti Communiste... (applaudissements), soient utilisés comme un enjeu du conflit Est-Ouest.

Nous continuerons à approfondir nos liens avec nos camarades latino-américains, membres et observateurs de l'Internationale Socialiste, comme le prouve le grand nombre de représentants de ces partis parmi nous.
Je pense ici, plus particulièrement, à nos camarades du Venezuela... (applaudissements), et à tous ceux rassemblés dans de larges fronts populaires anti-dictatoriaux, en lutte pour la justice et la liberté.
Nous en venons enfin à l'Europe, une Europe qu'aujourd'hui traverse de part en part la tentation du neutralisme.
Ni Pershing, ni SS 20, cette position adoptée par le Parti Socialiste depuis plus de quatre ans, défendue par François Mitterrand, est toujours d'actualité.
Non, nous ne participons pas à la marche organisée par le mouvement de la Paix demain... (applaudissements), d'abord parce que, sur un sujet aussi sérieux, il est nécessaire, avant de lancer des initiatives communes, d'en discuter, ce que le mouvement de la Paix ne nous a pas proposé, ensuite parce qu'il ne suffit pas de se prononcer pour la paix dans le monde, d'affirmer des sentiments pacifistes, ni de s'inquiéter, à juste titre, de la course aux armements et de l'insécurité qu'elle génère. La paix aujourd'hui exige le refus de l'actuel déséquilibre des forces en Europe, (applaudissements). Pour rétablir l'équilibre, il faut parvenir au retrait des missiles soviétiques SS 20 qui menacent directement l'Europe Occidentale et notre pays ! (vifs applaudissements). Il ne suffit pas de demander l'ouverture immédiate et sans préalable des négociations sur tous les missiles, il faut très clairement lier la non installation des fusées Pershing américaines au retrait des SS 20... (vifs applaudissements), sans oublier le contexte.
La paix, ce n'est pas seulement le désarmement.
C'est pour toutes ces raisons que nous ne participons pas à la marche organisée demain par le mouvement de la Paix et que nous n'étions pas là, cet été, pour accueillir à Paris la marche organisée par les femmes scandinaves. (Applaudissements).
Nous arrivons donc aux délégations des partis frères européens, membres de l'Internationale Socialiste
Présidé par Bruno Kreyski, le Parti Socialiste autrichien est représenté ici par notre camarade Fischer... (applaudissements), Vice-président du Parti.
Le rôle historique du Parti autrichien et de son chef est pour nous, Socialistes français, un exemple et un sujet de réflexion permanent.
A la veille de nouvelles élections importantes pour l'avenir de leur pays, nos camarades Oscar Debunne, du B.S.P., et Ernest Glinne, du Parti Socialiste Belge... (applaudissements), sont venus nous apporter le salut fraternel de nos voisins de Belgique. (Applaudissements).
Plus au Nord, nos amis finlandais, représentés par Kaarlo Heurlin et Riita Korhonen... (applaudissements), soulignent le rôle du Parti Socialiste Finlandais dans la lutte pour la paix et le désarmement. Saluons au passage la place éminente de leur président, Kalemi Chorsov (?), dans le groupe du désarmement de l'Internationale Socialiste. (applaudissements)
De République fédérale d'Allemagne sont venus Oskar Lafontaine, président du SPD pour la Sarre, et notre amie Veronika Isenberg. (Applaudissements).

Pour le Parti Travailliste Britannique, Joan Lestor et Jenny Little sont à Valence. Bienvenue à toutes les deux. (Applaudissements). Si nous sommes solidaires du combat du Labour contre la politique économique de Margaret Thatcher... (quelques sifflets), nous lui demandons, par contre, d'accepter de construire avec nous cette Communauté européenne sans laquelle nous n'arriverons pas à résoudre les problèmes économiques et sociaux auxquels est confronté chacun des pays d'Europe.
Je salue également ici le Parti Travailliste Irlandais, ainsi que le Parti Social-Démocrate d'Irlande du Nord... (vifs applaudissements), forces courageuses au sein du drame de l'Irlande, qui saigne à mort et épuise ce petit pays depuis tant d'années.
En Italie, deux organisations sont membres de l'Internationale Socialiste : le Parti Socialiste Italien, représenté à Valence par Claudio Martelli, Enrietti Enzio et Luigi Covatta... (applaudissements), et le Parti Social-Démocrate Italien, représenté par Antonio Caliglia (?) et Yvan Cacosci (?) (Applaudissements et quelques sifflets).
Enfin, nos amis du Parti Socialiste Ouvrier luxembourgeois sont représentés par Michel Delvaux et Ben Fayot. (Applaudissements).
Arend Hilhorst représente à ce Congrès nos camarades néerlandais. Qu'il transmette à Joop Denoyt (?), leader du P.V.D.A. et président de l'Union des partis Socialistes de la Communauté européenne tous nos vœux pour qu'ils sortent enfin de la crise gouvernementale de leur pays.
(applaudissements)
Le Parti Socialiste Portugais est représenté par Manuel Alegre et Antonio Janeiro… (vifs applaudissements), à qui nous renouvelons notre appui fraternel et chaleureux.
Le Parti Socialiste de San Marin, membre de l'Internationale Socialiste, est représente ici par Marino Bollini et Gian-Paolo Giardi. (applaudissements)
Comme nos amis néerlandais et islandais, nos camarades Socialistes espagnols tiennent ces jours-ci leur propre Congrès. Nous espérons recevoir à Valence un de leurs représentants, demain. (Applaudissements).
Pierre Schori et Cari Lidbom représentent le Parti Social-Démocrate Ouvrier Suédois. (Applaudissements).
Le Parti Socialiste Suisse est représenté par Yvette Jailly (?) et Jean-Noël Ray (?), non seulement voisins, mais aussi familiers de nombreux combats communs contre les oppressions. (Applaudissements).
Toujours dans l'Internationale Socialiste, mais cette fois-ci hors d'Europe, saluons ici la présence da la démocratie Socialiste organisation Comité des Etats-Unis, avec Léonard et E. Shatzkin. (Applaudissements). Leur présence et les contacts que notre Parti a liés avec leur organisation, comme avec les Partis Travaillistes australien et néo-zélandais, démontrent, s'il en était besoin, l'universalité de la famille Socialiste.
Nous entretenons également d'excellents rapports avec le nouveau Parti Démocratique du Canada, relations qui coexistent sans problème avec ces liens du cœur, ces liens privilégiés qui se sont tissés, année après année, entre nous et

nos amis du Parti québécois… (vifs applaudissements), Louise Harel, vice-présidente du Parti québécois, Claude Boucher et Michel Leduc. A travers eux, ce sont "les gens du pays" qui nous rejoignent. (Applaudissements).
Enfin, saluons ici également les représentants de l'Internationale des Femmes Socialistes et de l'Internationale des Jeunes Socialistes, ainsi que Bernt Carlsson, Secrétaire général de l'Internationale Socialiste. (Applaudissements).
Plusieurs grands Partis Communistes sont représentés, et d'abord deux Partis Communistes d'Europe Occidentale : le Parti Communiste Espagnol et le Parti Communiste Italien. (Très vifs applaudissements).
C'est notre camarade Giancarlo Pajetta qui dirige la délégation du P.C.I... (applaudissements), et Enrique Curiel qui représente le P.C.E. (applaudissements).
Parmi les Partis Communistes des démocraties populaires présents ici à Valence, saluons d'abord le Parti Communiste d'Union soviétique... (sifflets et applaudissements), dont la délégation est dirigée par Boris Ponomarev, Secrétaire du Comité central, et Vadim Zagladin, membre du Comité central. (Applaudissements).
La Ligue des Communistes de Yougoslavie… (très vifs applaudissements), avec la présence de Branko Mikulic, membre de la présidence de la Ligue, et l'Alliance Socialiste de Yougoslavie, avec celle de Bozidar Gagro, membre de la présidence de l'Alliance. (Applaudissements).
Le Parti Communiste roumain dont la délégation est dirigée par Constantin Dascalescu... (Applaudissements).
Le Parti Socialiste Ouvrier hongrois, avec la présence d'Imre Katona, membre du Comité central... (Applaudissements).
Le Parti Ouvrier Unifié polonais, représenté par Ryszard Wojna... (Applaudissements)
Le Parti Socialiste unifié de la République démocratique allemande a envoyé à Valence une délégation dirigée par Hermann Axen... (Applaudissements).
Enfin le Parti Communiste bulgare est représenté par Dimitri Stanichev, Secrétaire du Comité central... (Applaudissements).
Mes camarades, nous arrivons à la fin et j'ai gardé pour cette fin le meilleur. Le meilleur parce qu'il nous permet aujourd'hui de compter au nombre des démocraties occidentales Socialistes un nouveau pays, la Grèce... (L'Assemblée, debout, applaudit et chante l'Internationale), la Grèce qui a si longtemps souffert de la dictature et de la répression, berceau de la démocratie. La Grèce redevient par la fantastique victoire du PASOK dimanche dernier la terre du Socialisme dans la liberté... (Applaudissements). Que le nouveau Premier Ministre, Andréas Papandréou, que tout le peuple grec reçoivent ici l'expression de notre joie, de notre espoir et de notre fierté à tous.
(Applaudissements)
(L'Assemblée, debout, applaudit et chante l'Internationale)

Le président - Merci Véronique Neiertz.
La parole est maintenant à Chantal Perez pour cinq minutes mais en attendant

qu'elle rejoigne la tribune, je vais vous faire une communication de la part de Bernard Thareau et des camarades membres du GSA agriculture qui demandent que les camarades salariés du secteur agricole et les agriculteurs présents aujourd'hui se rencontrent si possible dans cette salle pendant quelques instants à la fin des travaux de la séance plénière pour la mise en oeuvre de la politique Socialiste.
Chantal Perez ?

Chantal Perez

Chers camarades, la victoire du 10 mai et son retentissement historique, la dimension nationale et internationale, ont été obtenues grâce à la prise de conscience du front de classe dont font partie intégrante les femmes...

Le président - S'il vous plaît, camarades, je vous demanderai de bien vouloir prendre place et d'écouter.
Chantal Perez ?

Chantal Perez - Mes chers camarades, lors de la victoire de Léon Blum et du Front populaire, les femmes n'avaient pas encore le droit de vote et étaient peu présentes sur le marché de l'emploi...
Mes camarades, lorsque nous parlons des femmes, je vous demande un instant d'attention...(Applaudissements)... Jusqu'à maintenant dans ce Congrès les problèmes des femmes et la place des femmes dans ce Parti ont été peu débattus, donc je vous demande quelques minutes d'attention.
Les femmes, peu engagées dans les Partis politiques, ne purent être un support de Léon Blum. En 1981, la situation est complètement différente. Le vote des femmes a contribué à faire basculer la Droite et porter François Mitterrand au pouvoir. Le déplacement sensible du vote de l'électorat féminin n'est pas le fruit du hasard, loin s'en faut. Les femmes participent depuis plusieurs années aux activités économiques, politiques et syndicales de notre pays. Elles se sont organisées, mobilisées pour faire aboutir leurs revendications, revendications salariales dans un premier temps, puis leur statut et leur place dans notre Société, car il ne suffit pas pour une femme dé faire aboutir ses revendications de travailleuse pour que cessent les exploitations et les inégalités.
Il y a un système antérieur au système capitaliste qui s'appelle le système patriarcal. Ce système patriarcal demeure encore aujourd'hui le support de toute société.
Le féminisme n'est pas un slogan, le féminisme est inclus dans l'histoire de la classe ouvrière et dans celle de notre pays car, enfin, Flora Tristan, Louise Michel, qui ont ouvert le chemin de notre longue marche, n'ont-elles pas été militantes politiques et internationalistes ?
Aujourd'hui, mes camarades, il nous faut être vigilant et même attentif, ce qui n'est pas votre cas présentement.

Fondation Jean-Jaurès

Le président - Camarades, voulez-vous bien vous asseoir et dégager les travées ! Je vous remercie.

Chantal Perez - Il nous faut être attentif car l'espoir que fondent en nous les femmes dans les entreprises, dans les associations, et celles qui ne sont pas organisées dans le monde du travail mais qui restent dans leur foyer, est immense. Il faut que notre Parti soit à la hauteur de cet espoir. Il faut que notre capacité d'accueil, de formation, de proposition et d'organisation se renforce. Notre camarade Carlos Anamirano (?) qui est présent dans la tribune des délégations étrangères peut nous dire ce que fut le mouvement des femmes de la Droite au Chili, celles qu'on a appelé les femmes des casseroles, qui étaient les femmes des couches moyennes et de la bourgeoisie, qui, lorsqu'elles se sont dressées contre le gouvernement d'unité populaire, ont contribué à faire tomber Salvador Allende.
Méditons, camarades, sur cette réalité qui n'est en aucun cas une fatalité mais qui peut contribuer à renverser un rapport de force.
Exemple également significatif, celui des femmes du Front Polisario. Je me tourne vers la délégation du Front Polisario pour rendre hommage à la lutte des femmes sarawis dans la lutte pour l'indépendance de tout un peuple. Quelle force pour le Front Polisario d'avoir une telle organisation de femmes !
Dans les mois à venir, il va être de notre responsabilité à tous, mais cette responsabilité va être collective, d'inclure à tous les niveaux de responsabilité de notre Parti des femmes afin qu'ensemble nous réussissions le changement.
(Applaudissements)

Le président - Merci Chantal Perez.
Je me permets d'insister auprès des congressistes, je le fais une bonne fois pour toutes en espérant ne pas avoir à le faire à nouveau. Il est très difficile d'intervenir dans cette salle. Une salle de cette dimension est toujours très difficile pour les orateurs. Je supplie les congressistes d'en tenir compte.
J'appelle à la tribune Philippe Farine pour dix minutes, mais pendant qu'il rejoint la tribune, je vais vous lire un message que le Congrès vient de recevoir.
« Déclarations très nettes faites au Congrès du Parti Socialistes nous aident fortement dans la lutte que nous menons à l'Assemblée Nationale pour les nationalisations - stop - Vous en remercie et vous prie de croire combien je regrette de ne pas être parmi vous" Signé André Labarrère, ministre chargé des Relations avec le Parlement. (Applaudissements)
Le Congrès salue les camarades qui restent au combat à l'Assemblée Nationale.
Philippe Farine pour dix minutes.
Le prochain orateur sera Guidoni.

Philippe Farine

Camarades, je voudrais vous présenter quatre observations concernant ce que nous appelons dans la notion "construction du nouvel internationalisme".

Fondation Jean Jaurès

Premièrement, ce nouvel internationalisme doit être désormais pour nous un élément essentiel de l'identité Socialiste, le quatrième pilier, tout autant que le Front de classe, que l'union de la Gauche ou que l'autogestion. Quand nous disons internationalisme, ce n'est pas pour ajouter un chapitre supplémentaire aux obligations du combat Socialiste, ce n'est pas pour élargir simplement aux dimensions du monde le combat que nous livrons ici. Si nous disons cela c'est parce que l'internationalisme aujourd'hui est un élément constitutif de ce qu'est le Socialisme, ce n'est pas simplement un discours académique, l'actualité est là pour nous le rappeler.

Ce matin encore, on a fait allusion à ce que pouvait être pour résister aux nationalisations la solidarité de l'argent. Il faut que nous soyons capables d'opposer à la solidarité de l'argent la solidarité des Socialistes.

Deuxièmement, cet internationalisme n'a rien à voir avec ce mondialisme mondain que nous avons connu, il n'a rien à voir avec ce mondialisme qui n'était que le non bien élevé du capitalisme sauvage, il n'a rien à voir avec cela.

Notre internationalisme s'enracine dans la réalité. Notre internationalisme s'enracine dans le combat pour l'indépendance nationale. L'on peut dire que tout le projet Socialiste en matière internationale est souvent tendu, est porté par ce rapport permanent, par ce rapport réciproque, par ce rapport, dira-t-on, dialectique entre indépendance nationale et internationalisme. Etre indépendants non pas pour nous replier sur nous, être indépendants non pas pour notre seul puissance, être indépendants non pas pour être solitaires mais pour être solidaires.

Notre internationalisme se traduit donc par une pratique de la solidarité et c'est à travers cette pratique de la solidarité que nous entendons construire la paix. La solidarité implique l'engagement, elle refuse la neutralité.

Mais il faut plus profondément que nous soyons, les uns et les autres, porteurs de cette solidarité à travers le pays. Il faut savoir ce qu'implique notre engagement internationaliste. Nous avons fait nôtre la déclaration historique de Mexico ; nous avons fait nôtre les positions qui ont été prises à Cancun par François Mitterrand ; ceci nous engage ; ce n'est pas le seul ministre des Relations Extérieures, ce n'est pas le ministre de la Coopération et du Développement, ce n'est pas le seul Président de la République qui peuvent conduire ce changement profond des relations internationales, qui sont devenues un des axes privilégiés de notre politique étrangère ; c'est notre affaire, nous avons une responsabilité, c'est d'en faire une préoccupation de masse pour tout notre peuple. C'est de lier si étroitement la transformation de notre société et la construction de la solidarité internationale qu'elles seront désormais inséparables. Il faut que nous donnions à ce pays la passion de la solidarité.

(Applaudissements)

La lutte contre la faim, la lutte contre la misère, la lutte contre le sous-développement, la lutte contre l'exploitation, la lutte contre l'humiliation, ce ne sont pas des tâches humanitaires, ce sont des tâches politiques et c'est notre tâche. (Applaudissements)

Il n'y aura pas de Socialisme en France si les Socialistes français ne sont pas

capables de construire la solidarité internationale. Nous sommes solidaires et il faut que nous sachions vivre, jour après jour, cette solidarité et en faire, comment dirai-je, la passion de notre peuple.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Pierre Guidoni.
Je demande aux orateurs de s'en tenir à leur temps ; nous avons trente orateurs inscrits pour cet après-midi, il faut que nous tenions dans le créneau.

Pierre Guidoni

Chers camarades, je conçois qu'en effet, après un long défilé d'orateurs à cette tribune, un certain nombre d'entre vous commencent à être lassés de tant d'invocations et de tant d'arguments, et pourtant peut-être reste-t-il encore quelques éléments à apporter dans le débat.
Plusieurs fois depuis le début de ce Congrès on a rappelé les journées inoubliables que nous avons vécues, le 10 mai et ensuite, lorsque, dans chaque commune, dans chacun de nos villages, régnaient la joie, l'orgueil d'avoir vaincu, lorsque des milliers et des milliers d'hommes et de femmes répétaient ce même cri : On a gagné. Et pourtant, depuis ce jour du 10 mai, je me suis souvent demandé qui c'était, on, et qui avait gagné.
Qui a gagné, mes camarades ? Je ne suis pas le seul à me le demander. Qui a gagné dans cette grande bataille ? Croyez-vous vraiment que ceux qui ont gagné ce soit ceux qui, aujourd'hui, jouent les donneurs de leçons ? Croyez-vous vraiment que ceux qui ont gagné aujourd'hui soient ceux qui viennent chaque jour nous dire ce qu'il faut faire, et comment il faut le faire ? Croyez-vous que ceux qui ont gagné ce sont ces membres de l'Intelligentsia qui, depuis trente-cinq ans, toujours égarés, toujours trompés, toujours avec un train de retard, sont tombés dans tous les panneaux et n'ont pris en réalité aucune part à ce combat ?
Croyez-vous que ceux qui ont gagné ce soit ces syndicalistes qui ne sont jamais résignés à ce que la politique soit l'affaire des partis politiques et du peuple, démocratiquement consulté, qui n'ont jamais accepté ces idées simples et qui nous ont guidés depuis dix ans, qu'ils faisaient dépendre le changement social de la conquête du pouvoir d'état ?
Croyez-vous que ceux qui ont gagné ce soit ces hommes si profondément marqués par le giscardisme, par la force de nos pensées et de nos mœurs qui sont devenus incapables de voir plus loin que le petit espace de liberté que la bourgeoisie voulait bien leur concéder, incapables de s'intéresser à autre chose qu'à leurs innocentes manies ?
Non. Le Socialisme français n'est pas, ne sera pas une de ces cours de récréation imaginative et conviviale que les sociétés repues aménagent pour leurs enfants terribles, et nous n'avons jamais envisagé de limiter nos ambitions à ces occupations charmantes et vaines par lesquelles, là où chacun est convaincu que la Droite est indéracinable, la Gauche distrait son ennui.
Ceux qui ont gagné c'est vous, mes camarades, et personne d'autre. Ceux qui

Fondation Jean-Jaurès

ont gagné cette grande bataille politique, ceux qui ont amené dans ce pays les conditions du changement, ce sont ceux qui, depuis dix ans, depuis Epinay, en avaient fixé les conditions, le rythme et la possibilité. Ce sont ceux qui avaient construit pierre à pierre la théorie du changement ; ce sont ceux qui ne se sont pas découragés, n'ont pas capitulé, n'ont pas baissé les bras, ceux qui ont voulu cette victoire et qui, aujourd'hui, ont le devoir de l'assumer.

Voyez-vous, lorsque nous regardons autour de nous ceux qui nous écoutent, lorsque nous essayons de nous faire comprendre, comment ne pas nous poser nous-mêmes la question qu'on nous pose : A quoi sert aujourd'hui un parti comme le nôtre ?

Et bien il sert à la même chose, il sert à garder clairement, lucidement en tête les conditions réelles du combat ; il sert à se souvenir des véritables orgueils, il sert à souligner les conditions à réunir pour la victoire, il sert à vaincre les obstacles, et il ne s'agit pas, comme le disait un orateur qui m'a précédé, de négliger les résistances, non, il ne faut pas les négliger, il faut les surmonter et il faut les vaincre.

C'est peut-être ce que certains de ceux qui nous écoutent, peut-être une partie de la presse, n'ont pas suffisamment compris et c'est peut-être parce que nous ne leur avons pas assez expliqué quelle était l'originalité de notre démarche et ce que nous voulons faire. Je ne sais quel journaliste, ces jours-ci, s'érigeant en conseiller du prince, lui conseiller d'être, comme on dit, vériste, c'est-à-dire d'être médiocre. Mais nous avons bien, nous, que la victoire du Socialisme en France n'a aucune signification, qu'elle n'est qu'une étape anecdotique, contingente de notre longue histoire, un gouvernement parmi tant d'autres, après tant d'autres, si elle n'est pas d'abord une réponse à la crise profonde de notre civilisation, une réponse à la crise de société qui perd de n'avoir plus de sens, de ne plus vivre l'histoire en termes de destin.

Je sais que la Droite y attache peu d'importance, mais dans la France de François Mitterrand la jeunesse aura d'autres perspectives que celles qu'on lui offre à Liverpool ou à Berlin, elle ne tournera pas le dos à son pays pour rêver de San Francisco.

Connaître l'adversaire et mesurer sa force, cela veut dire qu'il faut savoir quels sont les obstacles intérieurs et extérieurs à notre action, et nous mettre en mesure de les dominer.

Les obstacles intérieurs, on en a beaucoup parlé, peut-être trop parlé. Pour un parti qui détient par la volonté populaire les rênes du pouvoir, face aux obstacles, aux sabotages, ouverts ou larvés, face aux ennemis déclarés et aux revanchards de l'ombre, il y a mieux à faire, je crois profondément, que des discours dans un Congrès. Oh oui, pour une direction de parti, un gouvernement, des ministres, il y a mieux à faire que d'attiser nos ressentiments et notre colère pour qu'ils s'épanchent, impuissants, le temps d'un week-end à Valence

Moi je n'ai pas l'intention de suivre sur ce terrain ceux qui l'ont déjà fait plus longuement, plus éloquemment que je ne pourrais le faire moi-même. Aujourd'hui, si nous avons réellement la responsabilité de conduire ce pays dans la voie du changement, si nous avons réellement les moyens, il n'est que d'agir ;

Fondation Jean Jaurès

plus que jamais la vieille formule est d'actualité : assez de discours, la parole est aux actes.
(Applaudissements)
Cela ne veut pas dire que je sous-estime les dangers et les obstacles intérieurs, bien sûr, nous avons des ennemis puissants, nous avons des adversaires décidés, prêts à tout, bien sûr ceux qui nous combattent et qui veulent nous voir échouer ne sont pas prêts à désarmer, à renoncer. Nous en avons eu quelques exemples ces jours-ci, nous en avons d'autres nous en aurons bien d'autres, et plus nous avancerons, plus les choses seront difficiles. Plus nous avancerons profondément dans la voie de la transformation des structures économiques et sociales de ce pays, plus nous verrons se dresser contre nous des adversaires résolus, plus aurons de mal à convaincre et à expliquer.
Soyons soucieux de rassembler autour de nous le maximum de ceux qui peuvent trouver dans le changement un intérêt et un avantage.
Soyons soucieux de ne pas écarter de nous ceux que nous pourrions convaincre et ceux dont nous pourrions nous faire comprendre.
Soyons soucieux de réaliser ce que nous nous étions engagés à réaliser, avant même le 10 mai ; qu'autour des vainqueurs une grande partie de ceux qui
ne nous avaient pas compris encore puissent se joindre à nous et nous accompagner pour la suite.
Voyez-vous, ces contraintes intérieures, la difficulté du débat sur les nationalisations, la trahison du PDG de Paribas, l'hystérie de la Droite, le mécontentement de la bourgeoisie, les chausse-trappes semés sous les pas de chaque ministre, chaque fois qu'il essaie d'agir, tout cela, faut-il nous en étonner ?
La lutte des classes continue, le combat politique continue, la lutte pour le Socialisme continue, la construction d'une nouvelle société ne fait que commencer.
Ne nous en étonnons pas, trouvons-y au contraire de nouvelles raisons de croire et d'espérer, trouvons-y au contraire de nouvelles raisons de nous battre, trouvons-y au contraire de nouvelles raisons d'être pour notre Parti.
Et puis, il y a, et on en a peu parlé, sauf au détour de quelques interventions, les contraintes extérieures.
Voyez-vous, mes camarades, je partage profondément l'avis maintes fois exprimé par le ministre des Relations Extérieures, avis selon lequel il n'y a pas de politique extérieure. Il n'y a pas de politique étrangère, il y a simplement des aspects s'appliquant hors de nos frontières d'une seule politique, celle qui a été acclamée le 10 mai par le peuple de France, celle qui guide aujourd'hui toute l'action du gouvernement.
Comment ne pas approuver, comment ne pas ressentir, en tant que Socialistes, mais aussi en tant que citoyens de ce pays, une profonde satisfaction lorsque chaque jour, chaque semaine, porte témoignage de l'honneur retrouvé de
la France et nous fait entendre une voix qui est enfin celle de la patrie.
Notre fierté, elle s'oppose aux sarcasmes de ceux pour qui, depuis des années, la politique étrangère n'était que chose médiocre et qui chaque fois qu'ils se

Fondation Jean Jaurès

déplaçaient dans un pays voisin ne savaient parler que de combines et de contrats.
Oui, le discours de Mexico, le travail fait à Cancun, chacune des déclarations du Président de la République, montrent bien dans quelle voie différente nous nous sommes engagés, mais nous sentons bien aussi à quel point nous interrogent les mouvements qui se multiplient en Europe et également maintenant à l'intérieur de notre pays.
Au plus profond de nous-mêmes, parce que nous sommes des Socialistes, nous sommes des pacifistes. Nous voulons passionnément la paix, mais nous savons ce qu'est le monde et comment il va.
Nous comprenons l'inquiétude, la peur d'une grande partie de la jeunesse, l'Europe champ de bataille pour la troisième fois en un siècle, l'Europe, terrain d'affrontement des grands, l'Europe peut-être demain une nouvelle fois ravagée, comment ne pas partager cette inquiétude et cette peur ?
Mais nuls plus que nous, Socialistes français, ne savent ce que valent ces chimères du désarmement unilatéral et de la rupture des alliances, elles mènent simplement à la fin de l'indépendance nationale. (Applaudissements)
Alors, nous savons que nous avons à dire encore plus fort, encore plus nettement que nous l'avons dit dans le passé que le but de notre politique, le but de tous nos efforts est et reste la paix et reste le désarmement et si nous ne sommes pas d'accord avec d'autres sur la manière dont il convient de poser le problème, nul ne peut oublier que les Socialistes ont pour but de toute leur action l'établissement d'une paix durable par le désarmement équilibré et simultané.
Il faut peut-être que nous marquions plus clairement que le but de toute notre diplomatie aujourd'hui est de parvenir à la négociation que nous voulons sur l'installation des Pershing, afin que le démantèlement des uns rende les autres superflus.
Il faut sans doute que nous fassions comprendre à notre jeunesse que ces en appuyant ces efforts qu'elle arrivera au but qu'elle s'est fixé.
Nous savons bien que nous aurons du mal sur ce plan là à nous faire entendre, nous savons bien qu'au niveau international, la surprise ne vient pas des déclarations du président Reagan, la surprise viendrait plutôt s'il y avait entre lui et nous un accord sur les problèmes Est-Ouest, comme sur les questions Nord-Sud, de la France.
Alors, que faire ? Il faut avancer inlassablement pour créer les conditions qui permettront de négocier les problèmes, c'est être dans ce monde, comme l'Est la France, une voix au service des pauvres, au service du tiers-monde, une grande voix au service de la paix.
Voyez-vous, mes camarades, et je conclus, j'étais hier avec un de nos amis représentant une des délégations étrangères nombreuses qui sont à notre Congrès, et nous évoquions notre travail de ces derniers mois.
Il me disait : "Au fond, c'est bien ce que vous avez fait, c'est utile, c'est intéressant, ça avance dans tous les domaines, mais est-ce que je peux me permettre de vous donner un petit conseil "?
Je lui ai dit : "Oui, bien sûr", alors il m'a donné son petit conseil, c'était le

suivant :
"Maintenant, prenez le pouvoir".
Eh bien, mes camarades, il est temps de suivre ce conseil.
Nous avons un gouvernement, à son égard j'ai souvent dit que notre droit à la critique devrait souvent, plus souvent, laisser la place à notre devoir de soutien, que nos ministres qui sont aux postes les plus avancés, les plus difficiles, devraient sentir qu'ils avaient avec eux l'ensemble des militants du Parti. Ce n'est pas notre rôle à nous de discuter sur tel ou tel détail, il y a toujours des détails qui doivent attendre ou qui ne fonctionnent pas aussi bien qu'on le souhaiterait, mais il faut qu'on sente que lorsque nos camarades parlent, lorsqu'ils agissent, ils ont derrière eux l'ensemble des militants, ils ont derrière eux l'ensemble du Parti.
Nous avons une grande tâche à remplir : changer de société, changer ce qui ne l'a jamais été.
En fait, et j'en termine là, le sens d'une victoire, ce n'est pas de- faire avec plus de facilité qu'avant ce qu'on faisait avant, le sens d'une victoire, c'est qu'on peut enfin faire autre chose. En France, aujourd'hui, cela veut dire quelque chose de très simple.
Mal compris par beaucoup de ceux qui nous écoutent et qui nous suivent, mais très bien compris par l'ensemble de notre peuple, enfin, après presque deux siècles, la justice et la liberté.
(Vifs applaudissements)

Le président - La parole est à Denise Cacheux.
J'insiste sur deux points : d'abord pour que les congressistes soient le plus attentifs possible et évitent les déplacements, ensuite pour qu'on tienne les délais prévus dans les interventions.

Denise Cacheux

Je voudrais d'abord dire que je suis heureuse d'être au Congrès de Valence, pour des quantités de raisons qui ont déjà été bien exposées par ceux qui m'ont précédée. Mais si je peux faire une confidence je dirai que dans le contexte actuel, ces trois jours de Congrès c'est presque trois jours de vacances, trois jours pour souffler sans mauvaise conscience, lorsqu'on est dans l'hémicycle on devrait être en même temps à trois ou quatre réunions de travail, et vice-versa. Trois jours sans être cerné sur le terrain par les demandes en tout genre, les opportunités qui n'ont pas encore compris que cela a changé et font notre siège pour des faveurs, des passe-droits, des décorations, et j'en passe, les tireurs de sonnette professionnels qui, ayant épuisé les charmes de la Droite, viennent explorer ce qu'ils pourraient grappiller à Gauche.
(Applaudissements).
Mais il n'y a pas qu'eux, nous sommes aussi cernés par toutes les victimes du pouvoir précédent, les victimes du chômage, notre terrain est comme balayé par une pompe à neutrons économique, les murs restent debout, les travailleurs

Fondation Jean Jaurès

disparaissent. Nous sommes confrontés à ces difficultés, nous sommes confrontés tous les jours aux inégalités, à la misère. Nous recevons des files d'assistés ou de citoyens à mentalité d'assistés, qu'il est très difficile de responsabiliser.
Alors ces trois jours où l'on vient reprendre souffle, c'est le week-end en famille où l'on vient recharger les accus, avant de repartir.
Congrès reposant aussi parce que c'est la pause à l'intérieur du Parti ; les courants avaient tendance à devenir des tendances, bine plus figées et rigides que la réalité du Parti, où les positions dans les discussions et les confrontations d'idées ne se recoupaient plus exactement avec les courants, et cette panne de courant, cet unanimisme reposant ne doit pas à son tour être figé car la démocratie y perdrait son compte.
La nécessité de présenter au Congrès une liste négociée au sommet a été ressentie quasi unanimement comme une nécessité, mais aussi comme un mal, même s'il était nécessaire. La discussion, le débat, les affrontements sont nécessaires à l'élaboration, à ce débat politique. L'unanimité de ce Congrès est bénéfique, elle n'est pas une fin en soi. Elle ne se confond pas avec l'unité.
Jaurès s'est affronté en permanence à Jules Guesde, avec lequel il a construit l'unité Socialiste.
Ce Congrès n'est pas un Congrès doctrinaire, c'est un Congrès où nous rassemblons nos forces, pour ensemble mettre en oeuvre ce que nous avons élaboré depuis dix ans.
Nous sommes tous, collectivement, comptables des décisions et des actions du gouvernement. C'est un changement d'habitude à prendre. Pour le Parti, il ne s'agit plus de se battre contre le pouvoir d'état mais d'être solidaire avec lui, pour l'aider à réussir. En échange, nous demandons au gouvernement une cohérence, cohérence qui existe dans l'action, bien sûr, mais nous la souhaiterions aussi dans l'expression, en particulier de certains ministres avec eux-mêmes. Je vais prendre un exemple dans le Nord : cela fait quatre mois que Boussac est en règlement judiciaire. Le Premier Ministre a rencontré les responsables et a affirmé qu'il ferait un test du règlement de ce dossier. Depuis, les salariés en sont réduits aux vraies rumeurs et aux fausses nouvelles. Depuis surtout, le ministre de l'Industrie, répondant à un sénateur, a semé la colère, la panique et la confusion et aujourd'hui l'atmosphère, parmi les salariés, est explosive.
Nous demandons aussi certains moyens d'efficacité. Il n'est pas question de dresser une moitié de la France contre l'autre, mais nous demandons de faire sauter quelques verrous qui ont nom un certain patronat, en particulier bancaire. Il y a de la grogne chez les militants qui voient une certaine technocratie giscardienne rester en place. (Applaudissements)... qui voient certains hauts fonctionnaires, mis en place par ceux que nous avons battus, mettre une évidente mauvaise volonté à appliquer les décisions du gouvernement.
Nous demandons aussi au Parti d'être à l'écoute de la population. Nous demandons une information. Il ne faut pas laisser se creuser un fossé entre nos ministres et des militants et des élus, au contact d'une population impatiente et

exigeante. La déception parfois résulte d'une insuffisance d'explication, d'information, face à une situation tragiquement dégradée dont nous avons hérité, tout est urgent, mais tout ne peut pas être fait en même temps et tout de suite. Alors, il faut expliquer les étapes, il faut expliquer les difficultés. Il est absolument nécessaire d'ouvrir simplement les dossiers devant les Français, de leur expliquer la réalité, de leur expliquer les questions, les hésitations, la réflexion interne du gouvernement sur les grands problèmes. Il faut une explication au ras de la vie plus que discours politiques classiques dans la situation actuelle.

Information des militants : tous ceux qui ont des responsabilités dans le Parti reçoivent une information régulière et bien faite, mais c'est l'ensemble des militants qui devraient bien plus régulièrement recevoir et savoir ce qui se fait en leur nom. Nous devons prendre en compte le fait que les hommes et les femmes ont soif d'autre chose. C'est pour moi le sens essentiel du grand élan populaire de mai/juin. Notre discours doit en tenir compte. Nous devons dans nos discours et dans nos actes faire primer l'homme et la vie dans toutes leurs dimensions. C'est toute la nation qui doit participer au débat. Nous devons utiliser la technologie, mais uniquement pour informer nos propositions, pour leur donner un contenu réaliste.

Le Parti a également un rôle moral. Nous avons pour rôle de restaurer la morale en politique et le sens de la responsabilité. Après deux décennies de passées dans l'opposition, après deux décennies de prébendes, de passe-droits, de classes, il se lève dans le Parti même des revendications compréhensibles sur le plan humain, mais contestables sur le plan de la responsabilité et de la morale politique. Il y a un énorme travail à faire, en matière de mentalité et de formation, d'autant plus de travail que la décentralisation, la régionalisation, le transfert de compétences sur le terrain feront accélérer la transformation de la société. Cela demande de plus en plus de militants, de plus en plus formés et responsables. C'est donc aussi une nécessité de recruter. Nous sommes nombreux et en même temps, nous sommes trop peu nombreux.

Un demi pour cent de la population française, et les adhérents ne sont pas tous des militants. Ce trop petit nombre de militants doit nous amener à nous poser quelques questions sur notre force d'attraction comme organisation politique. Peut-être avons-nous un peu trop, ces dernières années, laissé filtrer plus nos querelles que notre travail réel et cela pose le problème développé par Claude Estier ce matin, celui de l'information.

Nous devons aussi appliquer vite et bien la règle du non-cumul, faire plus de place sans qu'il y ait obligation... (applaudissements), fastidieuse pour tous de respecter des quotas, pour qu'il y ait parmi nos responsables et nos élus plus de femmes et plus de camarades de la production. (Applaudissements).

Le Président de la République, le gouvernement, par la force des choses, sont des gestionnaires et ce n'est pas péjoratif. C'est sur les résultats de leur gestion que nous serons tous jugés, mais le Parti doit aussi continuer à assurer le débat interne. Il doit préparer des projets. Nous avons d'autres élections, d'autres échéances à préparer, des élections départementales, des élections municipales.

Il faudra approfondir la réflexion sur ces sujets et sur d'autres sujets qui n'ont pas été tranchés.
Le Parti doit être un lieu de cohérence entre le politique et l'économique, entre le pouvoir et l'initiative, entre les élus et les mouvements sociaux. Il doit rester un lieu de proposition, de créativité et d'utopie. Le Parti Socialiste doit continuer à donner place à l'imagination et au rêve. Pour réfléchir à des solutions nouvelles, pour trouver des femmes et des hommes nouveaux, pour sortir des idées nouvelles, face aux problèmes de société, il doit être un lieu de mobilisation.
Le Parti, instrument de prise de pouvoir institutionnel, nous a déjà permis de gagner les élections, de diriger l'appareil d'Etat, de gérer un certain nombre de pouvoirs. Il doit aussi faire progresser les consciences ; il doit rendre possible des changements profonds ; il doit susciter la responsabilité et les actions collectives. Il doit provoquer la mobilisation sociale, la prise de pouvoir de mai et de Juin a été un moment clé, mais elle ne pourra conduire aux transformations nécessaires que dans la mesure où l'action collective aura conduit et continuera à conduire vers d'autres rapports sociaux.
Les programmes et les projets pour demain ne suffisent pas. Il faut aussi mettre en oeuvre de nouvelles pratiques dès aujourd'hui. Nous avons changé de pouvoir. Nous devons maintenant changer le pouvoir. Nous devons changer la vie.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Denise, d'avoir respecté ton temps. Deux communications avant de passer la parole à Laurent Fabius.
A 17 h 20 aujourd'hui décolle un charter pour Paris. Ceux qui sont intéressés s'adressent au Secrétariat immédiatement, sauf les passagers inscrits pour le vol de demain.
Direction du Parti Socialiste et la fédération de la Drôme recevront autour d'un verre l'ensemble des délégations d'organisations françaises présents au Congrès aujourd'hui à 19 h 30 au foyer de la salle des fêtes. Rendez-vous leur est donné à 19 h 15, sous le chapiteau d'accueil des invités.
Je vous demande, camarades, de bien vouloir rejoindre vos places et de cesser de transformer la salle de Congrès en Champs Elysées de Valence ! Il y a beaucoup trop de mouvements. C'est insupportable pour les orateurs.
La parole est à Laurent Fabius.

Laurent Fabius

Chers camarades, nous avons vécu pendant les dix dernières années un militantisme d'opposition. Quand le revenu agricole baissait, et c'était chaque année, nous demandions la démission du ministre. Des licenciements survenaient ? Nous saisissions le préfet. Une classe fermait ? Nous dénoncions l'Inspecteur d'Académie. Nous faisions des propositions précises, bien sûr, positives, mais nous étions là d'abord pour défendre les gens contre un

Fondation Jean Jaurès

gouvernement et contre ses représentants identifiés au grand patronat. Aujourd'hui, il n'est plus question, j'imagine, de demander le départ des ministres. Ce sont les nôtres. Un licenciement se produit, contre qui protester utilement ? Quant aux Inspecteurs d'Académie, je reconnais qu'il reste pas mal de travail à faire (applaudissements)

Dans cette situation nouvelle, nous sommes amenés, et c'est ma première observation, à développer une nouvelle forme de militantisme que j'appellerai volontiers le militantisme d'explication. Nous le pratiquions déjà avant, oui, mais nous devons passer à la vitesse supérieure, car la réalité, vous le savez bien, c'est que les militants, sur les marchés, sur les lieux de travail, sont désormais assaillis de demandes, d'objections, d'interpellations, auxquelles ils sont jusqu'ici mal armés pour répondre.

Je ne crois pas beaucoup aux théorèmes en politique, mais s'il y a un théorème de Valence, c'est désormais celui-ci aux yeux de l'opinion publique : chaque militant, c'est le PS, le PS, c'est le gouvernement, chaque militant, c'est le gouvernement (applaudissements).

Nous sommes donc devenus les dépositaires d'une sorte de pouvoir, en tout cas d'une attente à la hauteur des espérances placées en nous. Nous ne pouvons pas compter, pour répondre à cette attente, sur le système actuel d'information. Il nous faut donc, par nous-mêmes, dégager les moyens de cette information qui monte pour expliquer, qui descend pour exprimer. C'est la tâche des prochains mois, le militantisme d'explication, voilà à mon avis, pour le Parti, le premier axe du changement.

L'une des principales explications à fournir - et c'est mon second point - concerne, et vous y serez attentifs, les rapports des travailleurs avec le gouvernement. Du temps de la Droite, nous avons vécu avec d'un côté le monde du travail et de l'autre côté, le couple gouvernement-Patronat. Discuter avec le gouvernement ou avec le Patronat, c'était la même chose, et je me demande si, parfois, dans les comportements actuels, alors même que le jeu des forces s'est modifié, ce schéma-là ne laisse pas encore des traces. Nous voyons autour de nous des comportements, tous ceux qui, en arrivant le matin au travail, constatent que les petits chefs - oui, je dis bien les petits chefs - sont toujours là, les jeunes, qui sont justement impatients, les femmes qui restent trop souvent écartées de tout ; nous voyons les entreprises qui continuent souvent de fermer et face à cela, et surtout face au chômage, beaucoup ont tendance à tout demander au gouvernement. C'est la rançon de l'espérance et de la confiance aussi, mais d'une certaine manière, c'est une illusion, comme si le gouvernement pouvait tout, comme s'il n'était pas lui-même, au plan national et international, engagé dans une lutte du même côté que ceux qui veulent le changement. Nous devons expliquer cela aux Français. Nous devons faire comprendre que les contradictions n'ont pas disparu avec le 10 mai, que les résistances sont immenses, et à la place que j'occupe, croyez bien que je les mesure, que la revendication doit s'exercer d'abord auprès des forces économiques dominantes, ce gouvernement est celui des travailleurs, il les aide, il les aidera, mais le dialogue avec le gouvernement ne doit pas décharger le

patronat de ses responsabilités. (Applaudissements)
Bref, chers camarades, ce que je demande, c'est qu'on ne se trompe pas de face-à-face !
Beaucoup s'interrogent - et c'est un troisième aspect du changement - sur le rythme et sur le contenu des réformes. Le paradoxe, d'ailleurs, c'est qu'à partir d'une même réalité, celle du 10 mai, ce sont nos adversaires qui jugent que tout a changé, et ce sont certains de nos amis qui disent que rien n'a bougé !
Une chose, en tout cas, me surprend quand on discute de ces réformes, c'est qu'on parle souvent, évoquant les 110 propositions de François Mitterrand, comme s'il s'agissait d'autant de cases de loto qu'il faudrait mettre sept ans pour remplir ! On se réjouit quand une case est remplie, et on se désole quand elle ne l'est pas encore !
Il s'agit en réalité, vous le savez, de bien autre chose. Pas mal de modifications ont déjà été apportées au niveau de l'Etat, des institutions, de la politique internationale, de plusieurs grands domaines d'action. Les engagements commencent à être tenus. Mais, combien de résistances !
Il y a les résistances que nos adversaires nous opposent. Qui sont-ils, ces adversaires ?
Non pas, bien évidemment, tous ceux qui n'ont pas voté pour nous en mai ou en juin dernier, car il faut rassembler le pays, et c'est possible, autour de notre politique.
Nos adversaires, ce sont ceux qui se désignent comme tels, parce qu'ils sont les irréductibles de la Droite, ceux qui n'admettent les élections qu'à condition de les gagner ou qui admettent de les perdre à condition que rien ne change ! (Applaudissements).
On nous critique parfois sur notre véhémence. Je lisais ce matin les journaux qui parlaient du Congrès et je voudrais rétablir la vérité.
Les Socialistes ont été pendant vingt-trois ans dans l'opposition. Nous n'avons jamais mis en cause le pouvoir d'alors comme la Droite d'argent d'aujourd'hui essaye de mettre ce pouvoir en cause ! (applaudissements)
Notre projet, c'est le changement. Leur politique, c'est la revanche ! Pour un peu, ils préféreraient l'étranger, et ils ont d'ailleurs commencé avec ce qu'ils estiment le meilleur d'eux-mêmes : je veux dire leurs capitaux !
Chers camarades, il est temps d'en tirer la leçon. Pour moi, elle est déjà tirée : ce genre de manœuvres financières ne relève pas de l'économie, il relève simplement des tribunaux ! (Vifs applaudissements)
Nous ne sommes pas des naïfs. Nous n'avons jamais pensé - et je n'ai jamais pensé - que l'impôt sur les grandes fortunes serait plébiscité par les grandes fortunes, ni la nationalisation des banques acclamée par les patrons des nationalisables ! Nous n'avons jamais soutenu que le Socialisme se réaliserait hors du temps, sans les compromis de la vie. Mais les grandes réformes, que cela plaise ou non, sont en marche. Les forces d'argent doivent le savoir, elles doivent comprendre que, s'il n'est pas question de sectarisme, le peuple nous a élus pour réussir le changement, et non pas pour faire des "guili-guili" !
Au-delà de ces mesures, il restera un changement bien plus difficile encore à

réaliser, c'est celui dont parlait Pierre Mauroy ce matin, celui des mentalités, celui des habitudes du passé, celui des conformismes de vie.
Les vrais privilégiés, c'est bien connu, ce ne sont jamais les autres. La meilleure réforme, c'est toujours celle qui devrait concerner les autres !
Il est encore tout puissant, mes camarades, le royaume de la valeur d'argent, celui de la "méritocratie", du sacro-saint respect des précédents, des égoïsmes d'individus et de corporations. Ce changement-là dépend non du gouvernement, mais de chacun, et c'est le plus difficile de tous.
Oui, chers camarades, nous avons devant nous, encore loin devant nous, le changement culturel, quand la rose qui est notre emblème deviendra aussi le signe d'un nouveau temps où la justice, la création, l'égalité, l'enfance, le développement, la solidarité contre la misère et la faim ne seront plus des thèmes de discours, mais les bases de nos décisions.
Nous avons une chance historique : pouvoir offrir une autre voie, aux Français d'abord, mais au-delà... Voyez la Grèce, voyez l'Europe du Sud, voyez le tiers-monde, voyez toutes ces délégations d'amis... La plupart des Socialistes, au cours des temps, n'ont jamais eu la chance de vivre leur espérance. Nous, nous l'avons, et même si cela dérange nos habitudes, ce changement culturel-là, il faut tout faire pour l'engager.
Chers camarades, j'ai dit un changement du militantisme, un changement parfois des rapports entre les travailleurs et leur gouvernement, la perception des résistances et l'ambition d'un changement culturel ; j'en aurai terminé lorsque j'aurai dit ceci :
Quel est le sens de ce Congrès ?
Se retrouver, bien sûr, fêter ensemble la victoire, le goût de la fraternité, celui de l'amitié qui fait, aux uns comme aux autres, le sens commun de notre vie.
Mais au-delà, quel est l'enjeu du Congrès ? Les institutions sont majoritairement entre nos mains : présidence de la République, gouvernement, Assemblée Nationale. Nous détenons la majorité absolue. Aucun accident institutionnel n'est normalement possible. Nous avons la durée pour réussir, et elle sera diablement utile dans les difficultés qui viennent.
La principale, et je dirai même la seule condition pour la poursuite de notre politique, vient donc du Parti lui-même et de son entière cohésion. (Applaudissements) Raison de plus pour tracer - et c'est l'enjeu du Congrès - une voie ferme et choisir une direction assurée.
Oui, chers camarades, c'est le seul changement que, pour ma part, je n'envisage pas.
Du Congrès de Metz au Congrès de Valence, notre ligne ne peut pas dévier, car deux ans avant, comme deux ans après, il s'agit toujours de tenir
bon !
(Vifs applaudissements)

Le président - Prochains orateurs inscrits : Durand, Busnel, Chevènement, Laignel, Rocard et Loncle.
Durand, pour cinq minutes.

Fondation Jean Jaurès

Yves Durand (Fédération du Nord)

Mes chers camarades, je ne voudrais pas que le fait qu'un ministre descende de cette tribune et provoque des discussions dans les travées nous prouve que le Parti ne semble pas avoir encore bien pris la mesure de la situation nouvelle dans laquelle il se trouve! (applaudissements)

J'ai l'impression, en effet, en montant à cette tribune, que nous sommes un petit peu entre deux chaises : entre la fête goguenarde de bons élèves, heureux d'avoir bien réussi un examen, et quelquefois le grognement d'impatience d'un enfant à qui l'on a offert un beau train électrique, mais qui, ma foi, trouve qu'il ne tourne pas encore assez vite !

Oui, mes camarades - et on l'a dit quelquefois à cette tribune - il y a décalage entre le peuple - et souvent les militants - et l'action du gouvernement.

Certes, il est bon de le rappeler, certes, il est facile de le dire, mais il est plus difficile de savoir où est ce décalage et pourquoi il y a ce décalage.

Tout simplement, mes chers camarades, parce que - la chose est bien simple, mais en même temps bien difficile - nous sommes dans une situation qui est ouvertement une situation révolutionnaire.

C'est vrai, on peut craindre que notre peuple, et en particulier le Parti, veuillent que le gouvernement aille plus vite. Eh bien, moi, mes chers camarades, je me demande quelquefois s'il n'est pas à craindre que le Parti, que le peuple, voient le gouvernement aller trop vite !

Je vois avec quelques craintes la manière dont se déroulent certains débats parlementaires ; en particulier, regardons aujourd'hui dans quelle apparente indifférence se déroule le débat sur les nationalisations !

Oui, le chômage ! Oui, l'inflation ! Voilà où il faut lutter, certainement. Mais aussi les nationalisations, parce que c'est là le fond des choses, c'est là? La véritable guerre économique qui a été lancée contre nous. Et si les nationalisations laissent un peu indifférents ceux qui nous soutiennent, combien elles agitent ceux qui sont avant tout nos adversaires de classe !

Eh bien oui, nous avons la preuve, aujourd'hui, mes camarades, qu'il fallait bien nationaliser, et qu'il fallait nationaliser tout de suite, très vite. Ah ! Combien je me souviens des discours d'il y a quelques mois, quelques années, sur les méthodes douces, sur le fait que peut-être nous pourrions composer... Eh bien, nous voyons aujourd'hui où nous aurait menés cette composition !

Non, mes camarades, il n'y a rien à faire avec ceux qui sont nos adversaires ! Nous n'avons rien à gagner à vouloir les rassurer.

Oui, je le disais tout à l'heure, nous sommes dans une phase révolutionnaire. Bien sûr, pas de révolution du « tout, tout de suite », du « tout ou rien », la véritable révolution, celle que nous amènent les réformes, la multitude des réformes, l'accroissement des réformes. Mais ne cherchons pas à rassurer ceux dont le but n'est que de nous combattre.

L'économique, oui, mais il faut aussi - et cela a été dit ce matin par Pierre Mauroy, cela vient d'être répété par Laurent Fabius - il faut aussi que nous

changions les manières d'être, il faut aussi que nous changions les mentalités.
Voilà pourquoi, mes chers camarades, au contraire de pas mal d'intervenants qui ont pris la parole à cette tribune, moi, je craindrais plutôt que nous allions quelquefois bien vite... Je ne dis pas trop vite. Mais prenons garde ! Nous sommes ici tous au Parti, tous les militants, nous sommes impatients... Prenons garde que ceux qui nous ont élus n'aient pas la même impatience. Prenons garde que ce ne soit pas encore la Gauche qui ait gagné, mais plutôt la Droite qui ait perdu.
Pour cela, il nous faut encore convaincre.
Nous avons pris le pouvoir. Oui, le pouvoir d'Etat. Avons-nous véritablement conquis tous les pouvoirs, et surtout celui des esprits, surtout celui des mentalités ?
Je crains que non. Voilà le travail qui est encore à faire et voilà le travail du Parti.'
Pour cela, oui, il nous faut expliquer, mais il nous faut surtout être clairs et être fermes.
Je vois encore sur les affiches ce slogan : "La force tranquille". Eh bien, je dis : certes, oui, la tranquillité, mais que la tranquillité ne nous fasse pas oublier la force, car c'est cette force-là qui nous fera vaincre.
Or, quelle est notre force, mes camarades ?
C'est avant tout notre Parti.
Le Parti, on en a beaucoup parlé dans cette enceinte.
Ce Parti, c'est vous d'abord. Ce Parti, c'est ce qui nous fera vaincre, et c'est notre bien le plus cher.
Le Socialisme, c'est d'abord la démocratie, on l'a dit. Mais la démocratie sans parti politique, ce n'est pas la démocratie...

Le président – Conclu.

Yves Durand - Je vais conclure. C'est bien la notion d'organisation politique et de formation politique qu'il nous faut réhabiliter.
Le Parti VRP du gouvernement, j'entendais Fabius tout à l'heure dire : « Le Parti c'est le gouvernement » ; qu'il me permette de lui dire que je ne suis pas tout à fait d'accord avec cette notion... (Applaudissements), le Parti, je ne craindrai pas d'employer une formule qui nous rappelle le léninisme, - si je n'étais pas d'accord avec la conception léniniste de la Société je ne serais pas ici, je reprendrai donc facilement cette conception du Parti - c'est l'avant-garde car le Parti ce n'est pas la Société en miniature. Le Parti, ce sont ceux qui ont pris conscience de la lutte à mener, c'est ce qui est en avant, c'est ce qui est à expliquer bien entendu, mais c'est aussi ce qui est à proposer...
On a beaucoup parlé de "godillot", on a beaucoup prononcé ce terme qui nous vient de la tradition gaulliste et, ma foi, cela me gêne un peu, et, mes camarades, je vous dirai franchement que s'il devait y avoir des "godillots", je préférerais voir les ministres godillots du Parti plutôt que de voir le Parti godillot des ministres. (Applaudissements)

Fondation Jean-Jaurès

Mais pour que nous puissions réhabiliter ce Parti, il faut nous en donner les moyens. C'est d'abord la formation, sa cohésion, son unité, mais c'est aussi que l'on nous donne les moyens ailleurs, et je voudrais terminer la-dessus, puisqu'on m'a demandé de conclure : pensez-vous, mes camarades, qu'il soit possible d'avoir un Parti digne de ce nom, digne d'une organisation politique démocratique dans une France dont la constitution demeure avant tout monarchique ? Car, oui je vous le dis, nous avons toujours cette monarchie et ce n'est pas parce qu'à sa tête il y a un Socialiste que nous allons dire oui, ou alors nous nous renierions.
Oui, nous avons dit pendant nos campagnes électorales aux Français "Les Socialistes vous rendront le pouvoir" parce que c'est cela le Socialisme et parce que c'est cela l'autogestion ; c'est d'ailleurs pour moi la même chose. Alors, rendons le pouvoir aux Français et pensons à le faire dans tous les domaines.
Voilà notre tâche avant tout, celle de notre organisation et celle de notre Parti.
Sachons très bien que malgré tout ce que je viens de dire et parce qu'il y a tout ce que je viens de dire, nous sommes tous solidaires, gouvernement, Parti, nous gagnerons ensemble ou nous perdrons ensemble.
1789, mes camarades a vu la France lancer les révolutions pour les Droits de l'homme...

Le président - Camarade, tu avais cinq minutes, cela fait dix minutes que tu parles.

Yves Durand - ... Que 1981 voit la France enfin lancer le monde vers le véritable Socialisme, de la Grèce à la Pologne, mais d'abord pour nous, mes camarades.
(Applaudissements)

Le président - La parole est maintenant à Busnel pour dix minutes. Je lui demande de bien vouloir tenir son temps.

Alain Busnel

Mes chers camarades, je voudrais revenir quelques instants sur la situation sociale dans notre pays.
Hier, au nom des travailleurs Socialistes de l'automobile, Robert Lussang faisait part au Congrès de la situation sociale et du conflit en cours à la régie Renault. Chacun sait ici maintenant que des négociations avaient été promises et que des concessions avaient été obtenues.
Nous saluons ici ce retour au réalisme et nous avons la faiblesse de croire, même, nous sommes persuadés que l'intervention des Socialistes, qu'ils soient militants ou qu'ils soient ministres, a été importante pour que ce retour au réalisme s'opère.
Malgré tout, une hirondelle ne fait pas le printemps. Les conflits demeurent - Chez Ceraver filiale de CGE où 800 emplois sont menacés, à la SNCF hier, à Air France, dans d'autres entreprises les mêmes problèmes sont posés.

Fondation Jean Jaurès

Cette situation, mes camarades, est suffisamment importante pour que dans notre Congrès nous ayons quelques instants de réflexion sur la signification politique de ces événements et sur l'attitude que le Parti doit avoir à leur égard.
Que se passe-t-il donc chez Renault ? Je prendrai ce conflit comme trame et comme illustration de ma pensée car il est tout à fait significatif. Mes camarades, au département 12, aux presses de l'île Seguin, c'est une revendication veille de huit ans, elle avait déjà provoqué la grande grève des OS de 1973. C'est une revendication traditionnelle et légitime des OS... Au département 74, 1e montage carrosserie, et maintenant au département 75, la sellerie, c'est le bon vieux lock-out d'antan, travailleurs dehors pour faire pression sur les OS.
Aux fonderies, là encore vieille revendication : maintien de l'emploi et surtout maintien du niveau des ressources qui risquent d'être amputées par une suppression de prime consécutive à la pénibilité du travail.
Oui, mes camarades, des revendications très classiques, très anciennes, profondément légitimes. Mais voilà, pendant des années sous la politique sociale de Giscard il fallait renoncer à obtenir satisfaction. Rien n'était jamais négociable. La situation progressivement s'est suffisamment dégradée pour que les problèmes deviennent particulièrement graves.
Or, depuis le 10 mai, les travailleurs ont le sentiment qu'un climat nouveau est né, que la situation est propice, qu'ils peuvent enfin espérer voir satisfaction donnée à leurs problèmes. Comprenez-les, ils pensent qu'ils font pouvoir obtenir satisfaction. Rien ne les arrête, si ce n'est la juste satisfaction de leurs revendications.
En face, que voit-on ? Une direction qui n'a pas changé, qui n'a pas compris ce qui s'était passé, dont certaines d'entre elles, peut-être, ne veulent pas comprendre, une direction qui conduit toujours la même politique avec les mêmes réflexes, avec le même mépris, avec la même hostilité a priori, avec les mêmes provocations.
J'ai dit tout à l'heure que nous saluions le retour au réalisme par l'ouverture de négociations, mais nous dénonçons les provocations partout où elles se trouvent. Provocation : voilà le porte-clé offert aux travailleurs qui, depuis vingt ans, fabriquent la R4 dans l'île Seguin. Provocation : la baisse du pouvoir d'achat pour la première fois dans l'histoire de la régie au mois d'août.
Toujours les mêmes méthodes, toujours les vieilles humiliations, les mêmes angoisses, les mêmes révoltes.
Alors certains nous disent devant ces conflits qui se développent "Fin de l'état de grâce", certains nous disent encore "Impatience", d'autres pensent "Volonté d'aller plus vite que la musique". Non, mes camarades, rien de tout cela. Ce qui se passe dans ces conflits c'est l'affirmation d'une exigence. Que le changement descende jusqu'à eux, qu'il s'inscrive concrètement là où ils vivent, là où ils peinent, là où ils espèrent, voilà l'exigence des travailleurs dans ces conflits. Or, ce changement-là n'est pas contradictoire avec le changement qui se fait au niveau de l'Etat par l'action du gouvernement et des parlementaires. Non, il n'est pas contradictoire, il est profondément complémentaire et à ce sujet la

récente intervention quelque peu intempestive, me semble-t-il, du Premier Responsable d'une grande organisation Syndicale, nous oblige à préciser ce point.
Non, ce n'est pas contre l'action du gouvernement que se mobilisent les travailleurs. Non, ce n'est pas une déception contre ce qu'ils ont voulu faire en mai. Non, ce n'est pas un quelconque coup de colère. Ce changement qu'ils veulent, ils entendent le faire aussi par eux-mêmes. Les travailleurs en lutte savent que ce n'est pas le gouvernement qui changera à leur place les conditions de vie et de travail. Ils savent que cela ne viendra pas spontanément de ceux qui ont appliqué contre eux, fidèlement pendant des années, la politique de Giscard
Ce qui se passe donc à Renault et ailleurs dans les entreprises publiques...

Le président - Conclus.

Alain Busnel - ... c'est tout simplement l'entrée en scène tranquille mais résolue des travailleurs dans la lutte pour le changement.
Mes camarades, nous devons mesurer l'importance de ces luttes et nous devons, puisqu'on me demande de conclure, réfléchir dans ce Congrès à l'attitude que le Parti doit avoir par rapport à ces luttes. D'abord expliquer le contenu réel de ces revendications, c'est ce qu'a fait notre camarade Lussang hier, c'est ce que feront dans les semaines et les mois qui viennent les Socialistes dans l'entreprise. Ensuite le Parti doit agir pour que rien de ce mouvement ne soit récupéré par ceux qui ne savent pas le comprendre ni le guider, pour qu'il ne soit pas non plus dévoyé par ceux qui souhaitent s'en servir contre le gouvernement, pour qu'il ne soit pas dévalorisé dans la confusion de ses objectifs.
Mais le Parti, mes camarades, doit aussi donner à ces mouvements un débouché politique. Pour cela il faut inlassablement proposer des solutions aux conflits, proposer des négociations partout en prenant par exemple appui sur le rapport Auroux qui constitue sur ce point un appui considérable, il faut proposer la réflexion, la préparation des conseils ateliers de service qui seront les lieux naturels et organisés de la volonté des travailleurs.
Oui, mes camarades, pour conclure, expliquer, proposer, mobiliser, vaincre, voilà les objectifs inlassablement assignés au Parti dans ces entreprises.
C'est pour cela qu'il nous faut un Parti Socialiste puissant et fort dans ces entreprises. C'est tout ce que je souhaite au Congrès de Valence.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Je voudrais, en m'adressant aux délégations présentes, leur rappeler que la direction du Parti Socialiste et la fédération de la Drôme les recevront à 19 h 30 au foyer de la salle des fêtes et que rendez-vous leur est donné à 19 h 15 sous le chapiteau d'accueil des invités.
Je vais maintenant passer la présidence de ce Congrès à notre camarade Annette Chepy, mais auparavant je me permets de lancer un dernier appel à la discipline dans cette salle. Croyez-moi, pour les orateurs rien n'est simple quand il y a des

Fondation Jean Jaurès

mouvements perpétuels dans la salle. Asseyez-vous et écoutez, cela facilitera la tâche des orateurs et de ceux qui écoutent également.
La parole est maintenant à Jean-Pierre Chevènement et je passe tout de suite la présidence à Annette Chepy, en vous remerciant.
(Applaudissements)

(Annette Chepy remplace à la présidence Alain Chenard)

Jean-Pierre Chevènement

Chers camarades, ce Congrès est un Congrès bien particulier parce que, tout d'abord, il ne comporte pas cette bataille de notions dont nous avions l'habitude et ensuite parce qu'il intervient dix ans après le Congrès d'Epinay quelques mois après la victoire dans un moment où nous sommes engagés dans une grande bataille pour le changement dont, de toute évidence, les effets ne se sont pas faits sentir dans la vie quotidienne des gens.
Cela explique beaucoup d'impatiences légitimes dans la base. Le basisme est légitime quand il est celui de la base, mais il n'est pas légitime, il est même condamnable, quand il est le fait du sommet.
Je n'ai pas du tout l'intention de rechercher les effets de Congrès, pour trois raisons : la première c'est que je ne pense pas être le plus doué pour cela ; la seconde est que la salle s'y prête peu, à vrai dire ; en troisième lieu, je crois que nous devons penser à contre-courant, si je puis dire, en prenant les choses à rebrousse-poil, y compris même certaines sensibilités que j'ai entendu s'exprimer hier et aujourd'hui.
Le Congrès intervient après la victoire et on ne discutera pas sur le point de savoir qui a creusé les fondations et qui a construit la dernière échauguette ; ça n'a pas beaucoup d'intérêt, c'est une affaire sur laquelle je fais tout à fait confiance aux historiens.
Ce que je voudrais dire aux militants réunis dans cette grande salle, c'est qu'ils n'ont pas le droit d'être tristes, ils n'ont pas le droit d'être mécontents, quelle que soit leur impatience, et même leur impatience légitime ; nous devons d'abord nous laisser aller au sentiment puissant de la joie d'avoir accompli quelque chose à travers l'effort de tant et tant d'années. (Applaudissements)
Nous avons rencontré la réalité, et pour ceux qui ont participé à tant et tant de Congrès, à tant et tant de discussions, c'est une joie profonde que de se dire qu'aujourd'hui, en effet, nous sommes confrontés à notre vérité ; comme l'a dit tout à l'heure Pierre Mauroy, nous avons la durée. Il a ajouté : nous avons la volonté. La question que je pose est maintenant la suivante : avons-nous la clarté des idées qui va nous permettre de faire passer en effet dans la réalité le changement ? Je crois que ce Congrès doit nous permettre de tracer l'axe du changement, si nous ne voulons pas nous disperser sur les bas-côtés.
Vous ne pouvez pas ignorer ce qu'est le calcul de la bourgeoisie : le calcul de la bourgeoisie c'est de faire en sorte qu'avec un peu de laisser-aller, un peu d'inflation et beaucoup d'inflation même, la vague du chômage que nous

n'arrivions pas à contrarier, que se dissocie l'accord qui existe aujourd'hui entre le gouvernement et les masses populaires.
C'est bien ce moment que la grande bourgeoisie attend, ce moment où, effectivement, il n'y aurait plus de soutien pour le gouvernement de la Gauche.
Comment donc, maintenant, avancer et à quelles conditions ? Voilà les deux choses que je voudrais vous dire.
Un mot d'abord sur le courant que j'ai animé pendant longtemps ; on l'a présenté comme l'aile gauche, pendant longtemps, du Parti Socialiste, bien que nous n'ayons jamais revendiqué cette appellation ; nous avons toujours pensé qu'il fallait tracer l'axe, être l'axe, et nous avons certes été minoritaires dans le passé, je crois d'ailleurs au bon moment, et majoritaire également quand il le fallait, à Epinay et à Metz. (Applaudissements)
En tant que courant, nous avons cessé d'exister puisqu'il n'existe plus de courant ; mais néanmoins, chacun a quelque chose à dire, et par conséquent je ne m'adresse pas à tel ou tel courant mais au Parti tout entier, pour lui poser quelques questions.
Pour changer, tout le monde sent bien qu'il faut avancer, et avancer plus vite ; mais en même temps nous ne pourrons avancer que si nous sommes capables d'unir, et ce sont ces deux moments d'une même démarche que nous devons sans cesse réconcilier.
Avancer, cela signifie comme le disant avant moi Pierre Guidoni, prendre le pouvoir ; le pouvoir, nous ne l'avons pas encore pris, il y a tout un appareil, un appareil d'état, un appareil économique, des mentalités, des habitudes, et qui pourrait croire véritablement que six mois après le 10 mai, nous avons réellement pris en mains cet appareil ?
La démocratie veut qu'un certain nombre de postes soient occupés par des gens qui comprennent ce qu'est le changement qui est voulu par le peuple.
Je voudrais vous dire comment je crois qu'il faut voir les choses à cet égard : nous avons une tradition d'administration qui a sa valeur, et nous devons faire en sorte que se trouvent aux postes des gens qui peuvent penser à leur manière, à condition qu'ils soient loyaux, à condition qu'ils aiment la France, à condition qu'ils veuillent effectivement faire en sorte que le changement voulu par le peuple serve notre pays.
Par conséquent il faudra qu'un certain nombre de changements interviennent dans l'ordre et dans le calme car, croyez-moi, il ne sert à rien de changer un certain nombre de responsables qui, à tort ou à raison, paraissent liés au régime précédent, si c'est pour mettre à leur place des gens qui, au fond, penseraient de la même manière. Il vaut mieux prendre son temps et mettre en place des gens capables, des gens loyaux, des gens solides, des gens qui puissent effectivement faire en sorte que la volonté populaire entre dans la réalité.
Ce que je dis en général pour l'appareil d'état vaut encore plus, me semble-t-il, pour les médias. Nous devons faire en sorte que s'y expriment les voix multiples qui représentent la sensibilité de notre peuple, et pas seulement la voix d'un conformisme médian, que nous avons déjà trop entendu dans le passé.
Nous pensons que les médias ont un rôle d'éducation critique : nous voulons

faire des citoyens, nous ne voulons pas que notre peuple ; reçoive l'information comme le vase recevrait la fleur, fut-elle la rose !
S'agissant des nationalisations, l'affaire est engagée, elle sera menée avec détermination. Encore faut-il que tous ensemble nous nous mobilisions, pas seulement le gouvernement, pas seulement les députés, mais aussi le Parti tout entier. Il faut qu'en effet ces nationalisations soient l'outil d'une planification qui nous permettra de sortir la France de la crise. J'y reviendrai tout à l'heure.
Voilà ce qu'à mon sens avancer signifie.
Mais on ne peut pas avancer si on n'unit pas. Unir, rassembler, tel est bien le sens de notre démarche. Ne faisons pas de démagogie, considérons que l'économie que nous sommes en train de façonner va rester pendant des décennies ce qu'on appelle une économie mixte, avec des dizaines, des centaines de milliers d'entreprises ou d'exploitations, privées ou familiales ; par conséquent il faut tenir compte des besoins, des contraintes, des sensibilités de ces entrepreneurs ou de ces exploitants. Il faut, en particulier, que nous fassions comprendre aux petites et moyennes entreprises qu'elles ont intérêt à travailler dans le cadre que nous traçons, que nos intérêts ne sont pas contradictoires mais complémentaires, et pour cela nous avons à façonner aujourd'hui, non plus dans l'opposition mais dans la majorité, ce fameux front de classe dont nous avons parlé dans le passé.
Le Parti Socialiste n'est plus dans l'adolescence, nous avons quitté l'héritage de mai 68, nous avons ajouté à l'imagination, je le crois, la rigueur, et je me plais à penser que le projet Socialiste a été un moment important de maturation. Nous avons défini ce que pouvait être le type d'économie mixte dans lequel il serait possible de faire progresser la France ; prenons l'exemple de ce qui s'est dit ou fait dans d'autres pays, je pense à la notion de compromis historique en Italie ; nous avons, à travers le projet Socialiste, bâti une bonne synthèse entre la tradition nationale, la tradition républicaine, et d'autre part le grand dessein du Socialisme pour la France.
Nous devons persévérer dans cette idée parce que nous serons forts si nous sommes capables de nous identifier entièrement à la France, à notre pays, à notre patrie, pour la porter plus loin et plus haut dans l'histoire.
Nous avons un grand rôle à jouer dans l'Europe et dans le monde, et je suis convaincu que dans l'immense tiers-monde, en Afrique, dans le monde arabe, en Amérique Latine, dans les Pays de l'Est, en Asie même et dans les pays développés, dans les pays d'Europe qui nous sont si proches, et je pense en particulier à ce qui s'est passé en Grèce il y a quelques jours, on nous attend, on nous regarde. Nous n'avons pas le droit de décevoir, notre responsabilité est immense et nous devons par conséquent être à la hauteur.
Il faut que nous soyons capables d'unir, à la fois dans nos frontières et hors de nos frontières, et je voudrais dire en particulier à certains camarades, notamment à ceux qui sont les plus proches de moi, qu'il me semble qu'avec la victoire de la Gauche en France, certaines choses ont changé, qui nous amènent non pas à renier nos analyses, car ce que nous avons dit dans le passé, nous avions raison de le dire, mais en tout cas à introduire une dimension nouvelle, et en particulier

sur deux plans : le premier, sur le plan intérieur, en ce qui concerne notre approche des relations avec les syndicats ; nous avons souvent combattu ce qu'on a appelé la politique contractuelle ; je crois qu'aujourd'hui, au contraire, nous devons ouvrir de nouveaux espaces au contrat.
En second lieu, sur le plan de la politique internationale nous avons critiqué une certaine orientation de l'Europe parce qu'elle était dominée par les forces conservatrices, par celles du capitalisme multinational, et nous avions raison. Mais je crois qu'aujourd'hui nous devons être capables de définir les conditions d'une relance de la construction européenne pour lui donner un contenu nouveau ; par conséquent, nous devons être capables d'évoluer en tenant compte de ce qui se passe. !
J'en arrive maintenant à ce qui me paraît être la condition de notre succès : réussir le changement. Cette condition est très simple : c'est la rigueur, la rigueur dans la pensée et la rigueur dans l'action.
La rigueur Socialiste, je n'ai pas besoin de le dire, n'est pas la rigueur bourgeoise. La rigueur bourgeoise consiste à faire en sorte qu'au nom par exemple de la contrainte extérieure, on défende à tout prix le statut quo ; la rigueur bourgeoise c'est qu'au nom de je ne sais quels intérêts, ou de quelles valeurs, on ne touche à rien de ce qui existe. Il m'est arrivé de le dire, la pensée de Giscard - c'est faire beaucoup d'honneur à Giscard - la pensée de Giscard imprègne encore trop de mentalités, y compris dans ce qu'on a appelé la Gauche au sens large, c'est-à-dire qu'on ne croit pas en soi, on manque d'audace, on manque d'énergie, on se résigne à n'être pas grand chose. Et cela, c'est la pensée Giscard.
Eh bien, camarades, il faut apprendre à être audacieux et moi, dans mon secteur, je constate trop souvent se que les Socialistes ou que les hommes de Gauche ne sont pas encore rendu compte que la Gauche était au pouvoir, ils ; sont trop timides et en définitive les gens qui, par exemple, me demandent des rendez-vous sont trop souvent encore ceux qui demandaient des rendez-vous aux ministres qui nous ont ; précédés !
(applaudissements)
La rigueur Socialiste consiste effectivement à prendre la dimension de l'entreprise que nous avons à mener à bien.
La partie "vouloir" du projet, celle qui insiste sur les valeurs du travail, de la création, de la rigueur, de la continuité, de la mémoire, de la responsabilité, eh bien cette partie "vouloir" moi j'ai le sentiment qu'elle n'est pas bien comprise en profondeur dans notre peuple et même dans notre Parti.
Or, il faut qu'elle soit réellement comprise, il faut qu'il y ait plus d'élan, il faut que vous ne vous laissiez pas aller chers camarades à cette idée absurde qu'il y aurait lieu d'être déçus. Il n'y a pas lieu d'être déçus, d'abord parce que la victoire du 10 mai a pris presque tout le monde, y compris parmi ceux qui se disent déçus aujourd'hui, à contre pied et ils ne peuvent pas être déçus puisqu'ils n'ont pas espéré et que petit était le nombre de ceux qui espéraient et qui luttaient avant le 10 mai … (applaudissements) Laissez moi rire quand je vois Brice Lalonde qui se déclare trompé, il n'a pas appelé à voter pour François

Mitterrand, alors il n'est pas trompé ! (vifs applaudissements)
Chers camarades, ce qui est nécessaire, c'est de retrouver le sens de ce qu'on appelait autrefois, dans les grandes périodes, le sens de l'engagement. C'est cela qui manque aujourd'hui. Il y a trop de gens qui sont dégagés ou désengagés et qui n'ont plus le sens de l'œuvre collective, de ce qu'il nous appartient de construire en France. (applaudissements)
Et le gouvernement a besoin d'être soutenu par un puissant mouvement populaire, il a besoin d'être soutenu par le Parti, il a moins besoin d'être critiqué que d'être poussé, d'être réellement en prise avec une volonté qui s'exprime, et naturellement, il faut être clair.
Dans le secteur que j'anime, j'ai essayé de lancer à travers les assises le colloque national de recherche et technologie, un mouvement qui permet cette dialectique indispensable entre ce que nous avons appelé le mouvement d'en haut et le mouvement d'en bas, et il faut savoir que ce n'est pas je ne sais quel appel fait à l'irresponsabilité, au contraire, responsabilité est notre maître mot, qui implique transparence, qui implique vérité, qui implique, je l'ai dit tout à l'heure, un renouveau de la pratique contractuelle à condition que ce soit sur des bases claires, statistiques et autres, ce qui implique qu'on dialogue vraiment avec les syndicats ; mais que les syndicats aussi se situent dans une perspective différente de celle qui existait avant le 10 mai 1981.
Cela implique plus de clarté, plus de justice et je me réjouis de l'annonce faite par le Premier Ministre d'une réforme fiscale en profondeur, parce que cela aussi, c'est la condition d'une société plus équilibrée et plus unie, mais je voudrais développer quelques points.
On dit décentralisation, décentralisation, oui, mais à condition que la responsabilité fiscale des collectivités locales soit maintenue, car la décentralisation n'est pas l'irresponsabilité ; la sécurité sociale, oui, : il faut que la solidarité nationale -'s'affirme, à condition qu'elle soit clairement perçue et pas noyée dans des transferts incompréhensibles, à condition que les syndicats soient réellement associés à la gestion des caisses de sécurité sociale… (applaudissements), comme ils l'étaient autrefois et comme ils ne le sont plus depuis longtemps.
Entreprises publiques, oui, elles sont les moteurs de notre avenir, de notre progrès, de notre indépendance, à condition qu'on leur donne les moyens d'être ces pôles de développement technologique que nous voulons créer, mais en distinguant soigneusement les dotations d'investissement et les subventions d'exploitation, parce que les entreprises publiques devront être bien gérées.
Le chômage, oui, il faut aider les chômeurs, mais il faut surtout les aider à retrouver du travail. (applaudissements)
La durée du travail, il faut la réduire, oui, mais en faisant en sorte que les services, par exemple dans l'administration soient mieux rendus et en faisant en sorte que la productivité progresse du même pas, car si nous nous contentions de réduire la durée du travail sans augmenter la production, eh bien nous le pourrions pas, arriver à cette fameuse sortie de crise que nous voulons.
Donc, chers camarades, il y a une cohérence dans la pensée qui est nécessaire et

si nous n'avons pas cette cohérence dans la pensée, comment aurions-nous la cohérence dans l'action ?
Cohérence dans l'action, cela vaut d'ailleurs bien entendu pour le gouvernement ; si le gouvernement n'est pas cohérent, il ne peut pas demander au parti de le soutenir. Je dirai deux mots d'abord de la politique économique, je crois que notre camarade Delors a beaucoup de mérite et que l'opération qu'il a menée concernant la dévaluation a été techniquement une réussite ; je crois que nous devons prendre conscience que cette bataille difficile serait menée en pure perte si nous ne prenions pas en compte le fait que nous sommes dans une économie mixte et donc contradictoire et que, par conséquent, doit prédominer la logique du plan sur celle du marché, (applaudissements) ce qui signifie une politique industrielle et technique créatrice d'emplois, car il ne suffit pas de libérer les emplois, il faut aussi en créer dans la production.
Une meilleure liaison à laquelle je m'attache entre la science et l'industrie, entre la recherche et le tissu économique et social, une canalisation de l'épargne vers les emplois productifs, une reconquête méthodique du marché intérieur, si nous ne faisons pas tout cela, nous serons rapidement à la merci, chers camarades, de tous les chantages extérieurs ou intérieurs.
Par conséquent, il faut une cohérence dans la politique économique et il faut aussi une cohérence dans la politique extérieure. On évoque beaucoup par les temps qui courent, le pacifisme ou le neutralisme. Personnellement, je ne me sens ni pacifiste, et je pense que vous me ferez pas de procès d'intention, je suis de ceux qui ont oeuvré pour que le Parti prenne en compte la réalité de la force de dissuasion nationale, je ne pense pas que la France ait à se tenir neutre dans le monde d'aujourd'hui.
Mais il est vrai qu'il y a une réalité objective c'est qu'une guerre limitée peut avoir lieu en Europe, une guerre nucléaire, et, moi, personnellement, je ne suis pas choqué d'avoir entendu le président des Etats-Unis le dire, il y a vingt ans qu'on le sait, il n'a fait que dire tout haut ce que tout le monde sait depuis vingt ans et c'est sur cette idée là d'ailleurs… (applaudissements), qu'il y a vingt ans, de Gaulle s'était fondé pour dire qu'il fallait une force de dissuasion à la France.
Par conséquent, je crois que notre réponse elle est là en partie, mais elle n'est pas seulement là, il faut que l'Europe, si elle veut échapper à la guerre, dispose d'une dissuasion, dispose des moyens de se défendre ; il faut également que le niveau des armements de part et d'autre baisse, il faut parvenir à un équilibre mais effectivement en faisant sorte que des deux côtés, il y ait une baisse de la pression, et naturellement cela implique une négociation. Le moyen d'y parvenir étant évidemment affaire d'appréciation et d'équilibre à créer pour que cette négociation soit positive.
Ce que je voudrais vous dire, chers camarades, c'est que si on veut et pour ma part je le souhaite, qu'il y ait en France ni vague pacifiste ou neutraliste, il faut que la France persévère comme elle le fait de Gaulle à Mitterrand en se comportant, non pas comme la pièce rapportée d'un des blocs, mais comme un pays libre, n'acceptant comme l'a dit François Mitterrand, aucun interdit d'où qu'il vienne… (applaudissements), car la paix sera le résultat de nos efforts et ne

sera jamais le postulat qui correspondait à nos désirs.
Il faut donc une rigoureuse politique d'indépendance et personnellement, je vois qu'on parle de ressusciter les interdits, de ce qu'on appelait autrefois le COCOM à propos de je ne sais quel gazoduc et je me dis qu'il y a des gens qui n'ont pas encore compris ce que nous voulions faire, c'est-à-dire que la France est un pays indépendant, et nous ne saurions pas non plus admettre des phénomènes de chasse aux sorcières vis-à-vis de certains des nôtres qui seraient supposés ne pas être suffisamment atlantistes.
La France est un partenaire sûr, elle doit être un partenaire sûr dans le cadre de ses alliances et pour l'Europe j'ai dit tout à l'heure que je pense que celle-ci est aujourd'hui une dimension indispensable de notre politique étrangère et qu'il faut en effet relancer cette construction européenne pour créer un espace social, industriel, économique, scientifique, technologique européen. Encore faut-il que notre pays soit maître de lui-même, car pour coopérer, il faut d'abord exister, et pour exister, il faut avoir le sentiment d'être fidèle à ses intérêts et à sa vocation, à notre vocation démocratique.
Chers camarades, je voudrais terminer en parlant de la cohérence au niveau du Parti.
Notre Parti est fidèle à la volonté de changer la vie que nous avons affirmée en 1971 et je me souviens de cette époque du Poing et la rose, du programme Socialiste de Suresnes, l'élan est toujours là, mais l'élan, bien sûr, a mûri.
Nous sommes conscients des réalités, nous sommes conscients des difficultés, des contraintes, nous situons notre effort dans le temps, mais les contraintes, ne l'oubliez pas, nous ne les reconnaissons pas pour nous y plier, mais pour les vaincre, et cela signifie que la démarche du projet Socialiste : comprendre, vouloir, agir, cette démarche elle est plus actuelle que jamais.
Je l'ai dit, le Parti Socialiste, se doit être 1968 plus la rigueur, et, par conséquent, cela veut dire que le Parti Socialiste ne doit pas se réfugier dans le basisme, car le basisme je m'excuse de vous le dire, chers camarades, c'est aussi le refuge de l'angoisse.
Je sais que beaucoup de camarades à la base sont simplement impatients et pas angoissés, d'autres qui ne sont pas à la base deviendront ministres, donc il ne faut pas qu'ils se fassent trop de soucis, et j'ai entendu le camarade Durant tout à l'heure dire : le Parti Socialiste ne sera pas un parti godillot… alors, moi, je vais vous dire une simple chose pour terminer, chers camarades, si nous sommes décidés à aller de l'avant, n'ayez pas peur de dire que vous soutenez le gouvernement… (applaudissements), ne cédez pas à la timidité qui ferait que vous n'oseriez pas dire que vous êtes avec le gouvernement pour changer les choses !
Il est peut-être plus facile de clamer que le Parti Socialiste n'est pas un "parti godillot". Mes chers camarades, ce n'est pas à la portée de tout le monde d'être "godillot". C'est une belle et bonne chaussure avec laquelle d'ailleurs beaucoup d'entre vous ont fait bien des kilomètres ! (sourires) et pour ma part, je tiens à vous le dire très franchement, je préfère les Socialistes en godillots que les Socialistes en escarpins ! (applaudissements)

A vrai dire, le problème n'est pas comme cela. Le problème, c'est de faire en sorte que, dans l'action, le gouvernement et le Parti soient solidaires pour ancrer la France à Gauche, pour changer la vie, pour ouvrir vraiment la voie au Socialisme. Cela signifie, chers camarades, plus d'élan, plus de courage, plus de dynamisme, pour que ce gouvernement soit vraiment votre gouvernement, pour que ce pouvoir soit votre pouvoir, pour que cet état soit votre état, et le Parti Socialiste, vous tous qui êtes ici, des milliers de militants, vivants, jeunes, combatifs, quelle chance vous avez, quelle chance nous avons, car enfin, nous allons pouvoir inscrire notre vie dans le champ de grandes réalisations. Nous pourrons partout prendre des initiatives déjà foisonnantes au niveau des collectivités locales, des communes, des départements, des régions.
Nous allons faire en sorte que ce mouvement soit relayé à tous les niveaux et qu'ensemble, nous puissions changer la France, pour ouvrir à l'Europe et au monde entier d'autres perspectives.
Alors, chers camarades, soyons confiants, soyons gais, soyons combatifs, restons vigilants, bien sûr, soyons vigilants, ne manquons pas de vigilance, mais surtout ne manquons pas d'enthousiasme ne manquons pas de cette solide joie de ceux qui sont affrontés à la réalité, de ceux qui sont attelés à la tâche, à une grande tâche, car une grande tâche, pour nous tous, c'est aussi une très grande chance !
(Applaudissements)

Le président (Annette Chepy)

Avant de donner la parole à André Laignel, je voudrais vous rappeler que la Fondation nationale des sciences politiques, le Centre d'études de la vie politique française contemporaine, ont déposé sur vos tables un questionnaire et qu'il faut que ce questionnaire soit déposé à côté du stand de la presse, à l'accueil.
Le camarade Michel Rocard se prépare. André Laignel a la parole, pour dix minutes.

André Laignel

Mes chers camarades, curieux destin de l'ordre du jour que de parler entre le ministre de la Recherche et celui du Plan ! Deux qualités que j'aurais bien voulu intégrer à mon propos.
Mes chers camarades, 1971, 1981, dix ans déjà, dix ans seulement, suis-je tenté de dire. De la Gauche en miettes à la Gauche en fête, dix années se sont écoulées et aujourd'hui, nous devons affronter notre troisième défi.
Notre premier défi s'appelait Epinay. Il s'agissait alors de reconstruire le Socialisme et l'union de la Gauche. L'élan de confiance du Socialisme existait. Vous ne rénoverez pas le Parti Socialiste de l'intérieur, nous disait-on. Et forts de cette certitude, ils restaient à l'écart...

Fondation Jean Jaurès

Le président - Deux mots. J'aimerais bien que les camarades se taisent, parce que de la tribune, on ne s'entend plus du tout ! Que ceux qui ont à parler sortent de la salle et que ceux qui sont ici fassent le silence.
Merci.

André Laignel - Quant au programme commun, selon les mêmes, il n'était ni fait, ni à faire. Cette union n'était pas la bonne et les mêmes restaient dehors.
A Metz, tenir bon fut notre second défi et nous entendions à nouveau des voix s'élever pour nous dire : "Allons, que diable, il faut bifurquer. Le chemin que vous avez voulu emprunter n'est plus praticable. Parlez vrai, camarades".
Il semble aujourd'hui que, pour les mêmes, la vérité ne soit plus que dans le silence. Mais imaginez un instant que la défaite ait été au bout de nos efforts et de notre combat. Pensez-vous que les tenants de la loi du silence auraient observé la même retenue ? (applaudissements)
A Valence, la nature de l'enjeu a profondément changé. Il nous faut apprendre à être la majorité de la France et c'est notre troisième défi. Depuis la victoire du mois de mai/juin, nous occupons le pouvoir, mais êtes-vous sûrs, camarades, que nous l'exerçons dans tous les domaines ? Etes-vous sûrs que le travailleur en lutte qui rencontre les mêmes responsables administratifs, lui tenant le même langage qu'avant pour justifier les refus, êtes-vous sûrs que ces travailleurs aient l'impression que nous exerçons réellement le pouvoir ? Croyez-vous que les élus locaux qui se heurtent aux mêmes fonctionnaires, leur tenant les mêmes discours qu'avant le 10 mai, croyez-vous que ces élus locaux ont l'impression que nous exerçons pleinement le pouvoir ?
Ayant la majorité en France, il ne faut pas accepter que la technocratie des grandes directions ministérielles, et notamment économiques, donne l'impression de continuer à régner en maître sur l'action quotidienne des ministères. Et surtout, qui peut croire que nous exerçons la plénitude du pouvoir quand nombre de forces économiques oeuvrent ouvertement contre l'intérêt national et jusque-là impunément ? Et pourtant, ni le gouvernement, ni l'Assemblée Nationale n'ont chômé. Jamais l'œuvre législative n'aura été aussi profonde en aussi peu de mois. Nous nous sommes attaqués de front aux deux rouages essentiels du système : la centralisation et le pouvoir économique.
La décentralisation, elle est, pour nous, Socialistes, une tâche essentielle, l'un des piliers avec la planification démocratique et l'autogestion de notre action.
Décentralisation, camarades, c'est achever 1789 en rapprochant le pouvoir du citoyen. Rappelez-vous, François Mitterrand, lors de sa campagne présidentielle de 1974, son premier message, sa première affiche, c'était : la solidité de la Droite gardait le pouvoir ; notre premier projet vous le rend. Eh bien ! c'est par la décentralisation que nous sommes en train de réaliser le rapprochement du pouvoir des citoyens.
Mais rapprocher le pouvoir du citoyen, c'est aussi se doter d'un levier essentiel pour accomplir la rupture, se donner les moyens d'une démocratie achevée.
La lutte à l'Assemblée Nationale a été vive sur ce projet, mais moins que sur nos projets économiques, car si nous touchions un point sensible, nous n'avions pas

encore frappé au cœur du système, je veux dire, le pouvoir financier. Vous savez qu'avec les nationalisations, plus de retenue. C'est la bataille de tranchées. Verdun sur Bourbon. Tout est bon. Les manœuvres de retardement, les retraites stratégiques, l'enlisement permanent. Un seul mot d'ordre pour la Droite : gagner du temps.

Mais, au fait, pourquoi la Droite veut-elle tant gagner du temps ? Pas pour des raisons politiques. La majorité ne changera pas dans les mois à venir. Elle est là pour cinq ans, sept ans. Pas pour des raisons juridiques. Dans une semaine ou dans six mois, le dossier sera identique. Serait-ce alors pour des raisons financières et économiques ? Combien a déjà coûté à la France le temps gagné dans tous les sens du terme par la Droite ? De combien a-t-on pillé le patrimoine national au fil des jours ?

Il paraît que ce sont là propos de perturbateurs, quand ils sont tenus dans l'enceinte de l'Assemblée. Les gens bien élevés ne posent pas ce genre de questions, ni d'autres, par exemple sur les liens de l'argent et de la politique au sein de la Droite.

Le mardi, il était scandaleux, je dis bien scandaleux, de parler de la défense des intérêts particuliers et du grand capital par les partis de Droite.

Le mercredi, on apprenait que Monsieur Moussat bradait les intérêts de la France, trahissant tout à la fois son groupe et son pays. (applaudissements)

De tels actes, et celui-ci n'est que le plus voyant, ne sont pas supportables.

Il faut que soit mise sur pied une Commission d'enquête, que l'affaire PARIBAS soit élucidée dans le moindre détail, que l'on essaie, par exemple, de savoir dans quelle mesure la B.U.E. la Banque de l'Union européenne, a facilité l'opération, que l'on mette à jour toutes les complicités.

Camarades, livrer des renseignements à un pays étranger, cela s'appelle de la haute trahison, mais alors, comment doit-on appeler le fait de livrer à l'étranger nos richesses nationales ? (Applaudissements). Il est vrai que, pour une certaine droite, l'argent est apatride et qu'un député R.P.R. est allé demander à Bruxelles la condamnation de la politique de nationalisation de la France. On voit alors ce que pèse pour la Droite l'indépendance nationale, si souvent invoquée par le passé quand les intérêts financiers sont en jeu.

Rien ne résiste à la défense des prébendes et des privilèges, ni le patriotisme, ni le sens de l'honneur. Les agissements scandaleux de la Droite devraient nous conduire à plus de rigueur, et je le dis comme je le pense, en m'adressant au gouvernement, l'accord MATRA ne correspond pas à ce que doit être une prise de contrôle réelle. (Applaudissements) L'immensité des intérêts en jeu explique clairement que ce débat sur les nationalisations soit le plus vif, le plus acharné de ces dernières années, alors que nous touchons à l'essentiel. Je veux dire le pouvoir économique, la domination de l'argent. Aurions-dû nous taire ?

Serions-nous trop durs face à la Droite, à cette droite capitaliste qui n'a pour motivation essentielle que de préserver ses faibles pouvoirs réels qu'elle détient encore, au détriment du peuple ? Aurions-nous dû ralentir nos pas, face au capital qui, alors, aurait pu attendre quiètement, tranquillement des jours meilleurs de la démocratie ?

Nationaliser, c'est assurer la primauté du pouvoir démocratique sur le pouvoir de l'argent. Nationaliser, c'est se doter de l'instrument essentiel de la rupture avec le régime ancien. Nationaliser, camarades, c'est se doter des moyens indispensables pour passer de l'occupation à l'exercice du pouvoir.
Le 22 mai 1981, François Mitterrand, inaugurant son septennat, s'exprimait en ces termes : "en ce jour où je prends possession de la plus haute charge, je pense à ces millions de femmes et d'hommes de notre peuple qui, deux siècles durant, dans la paix et dans la guerre, par le travail et par le sang, ont façonné l'histoire de France sans y avoir accès autrement que par de brèves et glorieuses fractures de notre société".
Eh bien, nous aussi, c'est à ces femmes, à ces hommes de notre peuple que nous devons penser et pour lesquels il est un devoir sacré que de conquérir la réalité du pouvoir afin de le mettre à leur service. C'est pour ces femmes et ces hommes, forts, solides, si longtemps oubliés, qu'il nous faut réussir.
Réussir, camarades, c'est veiller à ce que l'union de la Gauche soit une réalité vivante, se nourrissant de la loyauté réciproque des partenaires.
Réussir, c'est faire qu'aucune fraction du peuple ne se sente exclue de la construction du Socialisme que nous appelons de nos vœux, de ce Socialisme qui est la seule idée neuve en Europe et qui commence à se propager grâce à nos camarades du PASOK. Ce Socialisme, il n'est encore réalisé nulle part, mais il fait son chemin, simplement parce qu'il représente l'espérance de millions et de millions de nos contemporains à travers le monde.
Camarades, nous ne pouvons pas, nous n'avons pas le droit de jouer parce que notre expérience française à valeur d'exemple. Alors, camarades, ensemble, réussissons !
(Applaudissements)

Le président - Michel Rocard a la parole pour trente cinq minutes.

Michel Rocard

Mes chers camarades, ce Congrès de notre Parti vient couronner une série de victoires qui ont créé une situation exceptionnelle a bien des égards.
D'abord - la clé des autres - celle de François Mitterrand, devenu le premier président Socialiste de la 5ème République française, avec une marge supérieure à celles qu'avaient eu avant lui Pompidou et Giscard.
C'est une joie de rappeler que, dans la bataille qui a conduit à ce succès, notre Parti fut tout à la fois intensément combatif et profondément uni, comme il l'a rarement été dans son histoire, et je sais que chacun d'entre vous, chacune d'entre vous a, comme moi, la fierté d'y avoir intensément contribué.
Deuxième victoire : celle des législatives, avec la considérable force qu'elle nous donne. Mais je ne voudrais pas oublier que, devant l'histoire récente de la France, l'entrée au gouvernement de quatre ministres Communistes constitue, en réalité, une troisième victoire, (applaudissements)... par le retour à une union de la Gauche fragilisée juste avant.

Contribution Jean Jaurès

Dans le monde et dans l'Europe de 1981, ces trois événements sont de première grandeur.
Je voudrais, mes camarades, réfléchir avec vous quelques instants à la signification de cette victoire, à l'enjeu qu'elle représente, et à ce que je crois être la condition majeure de sa prolongation en un succès durable dans la transformation Socialiste de notre pays.
Sa signification, tout d'abord. Je crois qu'elle s'exprime par un mot simple : l'espérance.
Dans ce monde inquiet, où les deux superpuissances, incapables non seulement de négocier, mais même, sans doute, de se comprendre, se lancent à nouveau dans la course au surarmement, une France à gauche, c'est un espoir de paix.
Le Président de la République l'a exprimé sous ces trois formes :
- d'abord, le refus de toute lâcheté, de toute fuite devant la dure réalité du déséquilibre mondial des armements ;
- ensuite, la volonté de négocier ;
- enfin, l'affirmation d'indépendance nationale.
La France entend conserver les alliés qu'elle s'est choisis, sans pour autant être asservie en quoi que ce soit à aucune stratégie belliqueuse.
Espoir de paix, donc, espoir d'épanouissement pour notre pays et pour notre peuple aussi.
La France de la jeunesse et du travail courbait la tête. Elle la relève aujourd'hui, consciente de marcher vers moins de chômage, un pouvoir d'achat mieux préservé, plus de justice, plus de temps libre, une société plus fraternelle.
Cet espoir, mes camarades, ne touche pas que nous. Malgré l'impuissance de l'actuelle Communauté Economique Européenne, tous les peuples d'Europe sentent à la fois le chômage et l'inflation s'aggraver et découvrent l'impuissance des solutions que leur proposent leurs gouvernements.
La France entend - elle l'a fortement dit par la bouche de son président - contribuer à la relance de la construction européenne sur d'autres bases, grâce à une nouvelle réponse à la crise, en espérant par-là une consolidation de la paix sur notre Continent.
Mais l'espérance la plus forte sans doute que soulève notre victoire, je crois, camarades, que c'est dans le tiers-monde qu'elle se ressent.
Tout entier, il cherche aujourd'hui son avenir en tentant d'éviter tout à la fois le totalitarisme d'Etat, qui conduit au goulag, et ce capitalisme « sauvage », générateur de telles contradictions sociales dans le développement qu'elles se règlent par la dictature. L'Europe du Sud en a porté longtemps la trace et la magnifique victoire de nos camarades Grecs met un point final à tout risque de ce côté-là. Mais quel passé, et quels signes !
L'Amérique Latine, une bonne partie de l'Afrique, quelques pays d'Asie confirment toujours tragiquement cette évolution du capitalisme vers la dictature, quand le profit est menacé par les contradictions mêmes du développement.
Mais voilà... On ne crée pas un modèle de développement à partir de la grande pauvreté, sans accès au savoir et aux techniques d'avant-garde du monde

Fondation Jean-Jaurès

d'aujourd'hui, et dans les règles du jeu international défavorables, imposées par le capitalisme.
Le développement, la sortie de la faim et de la misère, dépendent pour l'essentiel des pays sous-développés, c'est vrai, mais ils sont bloqués, interdits par les pays développés eux-mêmes.
Dans cette situation-là, le fait que l'un d'entre eux, la France, 4ème puissance commerciale du monde, 5ème puissance industrielle, change désormais d'orientation est à cet égard décisif.
En construisant, chez nous d'abord, une société plus juste et moins oppressive, un Socialisme organisé à partir du renforcement des libertés publiques et privées, jusque dans la vie économique, la France ouvre une voie que tout le tiers-monde recherche, et peut-être pas seulement lui.
En pesant de tout son poids pour le changement des règles du jeu mondial, pour la mise en oeuvre d'un nouvel ordre économique international, plus juste et plus favorable au développement, la France répond à une immense attente.
A Cancun, le message du Président de la République française n'a pas seulement honoré notre pays. Il a marqué le commencement d'un tenace effort diplomatique vers la paix et le développement, qui peut petit à petit rallier des forces considérables.
Vous voyez là, camarades, l'ampleur de la signification d'espérance que comporte notre victoire.
Mais cela a une conséquence : nous n'avons pas le droit d'échouer. Et c'est en France, et c'est chez nous, que se situe l'enjeu principal, car le Socialisme français ne rayonnera en Europe et le monde qu'à la mesure de ses propres résultats.
L'enjeu, dès lors, c'est notre capacité à faire émerger en France une nouvelle forme de société, puissante dans le monde parce qu'efficace, rayonnante parce qu'harmonieuse.
Il y faut une analyse lucide des éléments de départ et une très grande fermeté dans la conduite du processus.
Les éléments de départ, vous les connaissez bien. Ils sont faits de nos objectifs, des contraintes que comporte la situation, et d'une grande contradiction que je dévoilerai dans un instant.
Nos objectifs, faut-il les rappeler dans leur immense ambition ? Les Français attendent d'abord de nous que nous réparions les dégâts du passé. C'est sur l'inflation et sur le chômage que nous serons jugés, car c'est le plus grave et le plus urgent, mais nos compatriotes aspirent aussi, en second lieu, à une société plus juste, où la répartition de l'argent, l'accès au savoir et au pouvoir, ne soient plus dominés par une couche sociale restreinte et fortement privilégiée.
Mais les habitants du monde industriel - et les Français, à cet égard, comme les autres - aspirent aussi, de plus en plus, a une meilleure qualité de la vie, un environnement naturel préservé, un cadre de vie plus accueillant, un temps libre plus ample, une culture plus ouverte, la consommation de loisirs sous d'autres formes que celles où un certain commerce nous l'asservit aujourd'hui.
Cette crise s'est abattue sur le monde industriel occidental tout entier. Elle est

Fondation Jean Jaurès

compliquée, pour nous, par le fait que la France est en économie ouverte et que nous n'avons pas les moyens d'y échapper.
Je ne ferai pas ici, nous n'en avons pas le temps, une analyse de la crise ; ce n'est pas le lieu non plus. Je me contenterai de rappeler l'enchaînement le plus brutal auquel elle soumet notre pays.
La conséquence la plus dramatique de la crise, c'est le chômage, fléau le plus grave qui se soit abattu sur la France et, de ce fait, enjeu majeur du mandat du président Mitterrand.
Un meilleur partage du travail, notamment par la réduction de sa durée, c'est la première attaque absolument nécessaire, et qui pourtant ne peut pas être suffisante.
La solution, dès lors, est dans le retour à une croissance significative.
Mais, comme la France, dans la situation où nous l'avons trouvée - l'héritage - importe 22% de tout ce qu'elle consomme, une croissance plus rapide chez nous que chez nos partenaires commerciaux fait croître nos achats plus vite que nos ventes et, très vite, l'endettement extérieur s'aggrave ; vient, mes camarades, le moment où les prêteurs étrangers mettent des conditions de politique économique à l'octroi de leurs prêts. C'est le butoir, c'est le risque d'échec, c'est un mécanisme bien connu d'hommes de gauche, et de Socialistes, avant nous, et pas seulement en France, hélas.
Pour éviter cette situation d'impuissance, il faut d'abord éviter d'aggraver les choses par une inflation interne qui augmente le déficit extérieur et, pour cela, modérer à la fois nos prix et nos revenus.
Ce n'est déjà pas si facile.
C'est par la modération des prix, quand ils la verront, que les travailleurs comprendront et admettront une modération de leur revenu nominal, si le pouvoir d'achat est garanti.
Ce n'est pas comme cela que le problème était pris du temps, de Giscard, c'est comme cela qu'il faut le prendre. Mais il n'est pas facile à prendre comme cela.
Mais surtout, il faut bien davantage encore économiser de l'énergie, ce qui suppose d'énormes investissements, reconquérir le marché intérieur, ce qui appelle d'autres efforts, et améliorer rapidement la productivité de notre industrie pour créer le surplus nécessaire à la baisse du temps de travail et à la masse d'investissements sans lesquelles ce que je viens de dire n'est pas possible.
Cela veut dire qu'au-delà des transferts sociaux allant vers les personnes âgées, les familles - mesures déjà prise et à continuer - et de la première correction des inégalités que représente la hausse du SMIC et des bas salaires - mesure déjà prise et à continuer -ce ne seront pas, hélas, dans la période initiale, les salaires des travailleurs actifs qui seront les premiers bénéficiaires de la poli-tique d'orientation Socialiste.
Il faut se borner - Pierre Mauroy le rappelait ce matin - pour les deux ans qui viennent à garantir leur pouvoir d'achat ; ce ne sera d'ailleurs déjà pas mal si l'on regarde ce qui s'est passé cette dernière année.
Tel est, mes camarades, le prix de la crise.

Collection Jean Jaurès

Les centrales syndicales ouvrières, d'ailleurs, donnent dans leurs discours publics la priorité à la lutte contre le chômage sur la progression du revenu. Mais elles exigent, et elles ont raison, que cette progression soit assurée, garantie.
Soyez au moins, vous, militants Socialistes, assurés que le gouvernement s'y emploie avec énergie ; d'ailleurs, plusieurs des ministres de ce gouvernement viennent de vous le répéter à cette tribune même.
Dès lors, mes camarades, apparaît la contradiction principale sur laquelle je voulais attirer votre attention. Elle peut se décrire en termes simples.
Pour répondre à tous les défis que je viens d'énumérer, il nous faut réorienter l'appareil de production, pousser les entreprises à produire et embaucher davantage que ce à quoi les pousse aujourd'hui le marché, qui va à la baisse, et créer les conditions économiques nécessaires pour que cette production supplémentaire ait une demande et que les comptes des entreprises s'équilibrent, et surtout ceux du pays tout entier.
C'est donc, pour l'appareil de production nationale, une modification radicale de ses orientations actuelles. Or, nous sommes loin de les maîtriser totalement. Même une fois les nationalisations achevées - et elles le seront, elles doivent l'être, les résistances de ces derniers jours étaient prévisibles, elles seront surmontées - 80% de la production resteront fournis par le secteur privé.
Nous marchons d'un pas rapide. Quelquefois, vous le trouvez trop lent... Demandez aux députés à quel train ils sont soumis, et puis, vous voyez bien, le pas est pourtant rapide. Ce n'est que celui-là.
La nationalisation du crédit aidera, bien sûr, mais pour autant les banquiers, même publics, peuvent empêcher, peuvent interdire certaines décisions. Aucun banquier, même public, ne peut jamais provoquer à lui tout seul une décision d'investir.
L'orientation du secteur industriel nationalisé vers l'expansion et la résorption du chômage sera décisive par sa masse et par sa valeur d'exemple. Mais l'orientation du secteur productif privé est une condition majeure, peut-être la condition majeure, du succès du pouvoir Socialiste sur ce point, ne serait-ce que parce qu'il n'y a pas de progrès social sans production, et tout simplement parce qu'on ne peut pas tout faire à la fois.
Cela est d'autant plus grave, mes camarades, que les tendances actuelles de l'économie mondiale poussent dans le mauvais sens. La stagnation mondiale limite nos exportations, donc le travail, donc l'embauche pour les fabriquer. La nécessaire défense de la monnaie nationale nous empêche de pratiquer chez nous des taux d'intérêt stimulant l'expansion, parce que les taux américains demeurent anormalement élevés, à un niveau que je considère d'ailleurs, pour ma part, comme suicidaire pour les économies occidentales.
Nous ne pouvons donc pas nous permettre, non seulement d'affaiblir l'appareil de production français, mais même de ne pas tout faire pour que son rythme de marche soit le meilleur moyen de résorber le chômage.
Je dis des évidences… Ne l'avons-nous pas, tous, partout, assez répété ? Pour mettre les gens au travail et embaucher, il faut bien produire.

Fondation Jean-Jaurès

C’est bien dans cette contradiction-là qu’il nous faut, comme je le disais il y a un instant, montrer une très grande fermeté dans la conduite du processus, car la situation, et la contradiction qu’elle comporte impliquent qu’il nous faudra du temps, et que nous connaîtrons des étapes successives et différentes.
Nous avons dans le passé divergé, là-dessus, dans le Parti ; c’est vrai, entre nous, mais une réponse que je crois fondamentale est apportée sur ce point par la motion unique soumise aux militants ; l’élément décisif qui a permis notre réunification dans ce Congrès c’est, en effet, ce que dit notamment le paragraphe 4 du chapitre deux de cette motion, car il aborde le problème dans des conditions réalistes et qui, je crois, font l’unanimité parmi nous.
Permettez-moi d’en relire quelques alinéas : "Ainsi, le pouvoir politique pour l’essentiel c’est nous. Le pouvoir économique pour l’essentiel ce sont les secteurs dominants du capitalisme bancaire et monopoliste industriel.
"Entre ces deux pouvoirs y aura-t-il choc ou compromis ? Puisque nous avons choisi de transformer graduellement le système économique, cela veut dire que nous avons cherché une situation de compromis qui consacrera cet important changement et qui, naturellement, sera plus favorable aux forces de transformation sociale, sera un progrès pour le monde du travail. Ce compromis sera la traduction pratique du contrat que nous avons passé avec le peuple français, sur la base des engagements pris par le candidat à la présidence de la République, et par le Parti Socialiste à l’occasion des campagnes électorales de mai et juin 1981. Réussirons-nous ce compromis ? Réussirons-nous le changement par la révolution tranquille ?
«S’il est vrai que la conquête du pouvoir politique pour décisive qu’elle soit au départ n’est pas à la fin de la lutte des classes et n’est pas l’arme absolue, il serait dangereux de s’abandonner à la facilité du tête à tête entre le pouvoir et les forces hostiles au changement. Concrètement, dans les conditions actuelles, le tête à tête entre le pouvoir politique de gauche et de la Droite sans l’intervention des forces populaires et l’organisation pour assurer la mise en place du nouveau pouvoir serait malsain ».
Ce texte, mes camarades, je le crois très important. Le mot de compromis était-il le bon ? C’est un mot qui a mauvaise presse en France. La classe dirigeante a, pendant tant d’années, refusé la négociation dans l’entreprise, le monde du travail, pendant si longtemps, été écarté des responsabilités que le mot de compromis laisse entendre que l’on imagine des compromissions. Il est sain que le texte de la motion, qui comme chacun sait n’est pas de moi, cherche à réhabiliter cette notion de compromis, conçue non pas justement comme compromission mais comme une avancée et une étape supérieure du combat.
Nous retrouvons là, débarrassée du maximalisme qui ne conduit qu’à l’échec, l’alliance de réalisme et l’idéal qui animait la pensée de Jean Jaurès quand il écrivait l’Armée nouvelle, et je veux vous relire un passage de Jaurès : « La possibilité subsiste de grandes transformations sans rupture, et de révolution intérieure qui ne soit ni des écrasements, ni des dislocations, forcément des arrangements et des accords conclu non seulement parce qu’ils faut vivre et qu’on ne peut vivre qu’en produisant, non seulement parce que l’excitation du

combat épuiserait en se prolongeant les forces morales, mais parce que les deux classes en lutte ont un intérêt essentiel à ménager jusque dans leur combat l'avenir de la production, d'où dépend dans la société capitaliste le profit des uns, le salaire des autres, et d'où dépendra dans la société Socialiste le bien-être de chacun.
Ainsi nécessairement, par la force des choses, toute grande action démocratique est une transaction, même si l'on peut constater, au point d'origine du mouvement, l'intransigeance des classes « antagonistes ». Et c'est signé Jean Jaurès. (Applaudissements)
L'essentiel c'est donc l'idée que cela comporte. Reprenons là « le tête à tête entre le pouvoir politique de gauche et la Droite, sans l'intervention des forces populaires et de leur organisation qui ont assuré la mise en place du nouveau pouvoir serait malsain » Il s'agit bien d'intégrer les forces sociales dans le jeu politique, nous retrouvons là une attitude parfaitement marxiste. Déjà Bakounine, avant d'être assassiné, souhaitait restaurer la puissance de la vie associative, et Gramsci, plus sûr de son vocabulaire, centrait son analyse sur la société civile.
Tout cela c'est la même analyse, nous sommes dans la même tradition. Ce combat, c'est celui des limites du pouvoir d'état ; une société ne se commande pas comme une armée, le pouvoir d'état appuyé sur le commandement et l'administration ne peut suffire à la transformation sociale, à mettre en mouvement des forces sociales, et de plus l'acceptation du suffrage universel nous conduit à ne voir d'autre solution que la réduction des antagonismes, en dehors de la violence.
Dès lors, c'est de réveiller la société civile qu'il s'agit, car cela peut définir le contenu de ce compromis, de cette négociation sociale correspondant à chaque étape. En fait, c'est cela l'autogestion pratique, la démocratie, c'est la reconnaissance de l'autre, c'est l'acceptation d'un rapport de force réel, c'est un constat, et c'est le constat que dans la lutte des classes, la victoire n'emporte pas la possibilité d'exterminer, sous peine de paralyser l'appareil de production.
Je prendrai de cela quatre exemples rapides :
- l'énergie : en avons-nous assez parlé parmi nous, sur les risques de nucléaire nous sommes tous d'accord entre nous, sur ce que signifie politiquement la dépendance par le pétrole nous le sommes aussi. De quoi dépend le reste ? Etre capable de consommer moins : il faut informer beaucoup, il faut des procédures de démocratie, il faut l'adhésion; active de tous les agents économiques, les gens qui se chauffent chez eux, les entreprises, pour savoir économiser. Il n'y a pas de solution sans une volonté collective négociée, appuyée sur des relations contractuelles entre l'Etat, les entreprises et l'ensemble de ceux qui sont encouragés à de massives économies d'énergie.
Deuxième exemple : notre sécurité sociale. C'est tout simple et dramatique : notre pays vieillit et veut se soigner mieux. Le coût croît plus vite que la production nationale et la situation devient lentement intenable.
Cela pose déjà une première question pour le court terme : celle de la vraie dimension de la solidarité nationale ; les agriculteurs, les travailleurs

indépendants sont-ils à l'écart de la solidarité nationale sur ce point ? Et les fonctionnaires ? N'y a-t-il pas lieu aussi de s'interroger ? C'est une bonne question, matière à débat dans le Parti. (Applaudissements)
Mais il y a plus : nous ne garantirons le maintien des droits acquis en matière de possibilité de se soigner que si nous savons tous ensemble le faire à moins cher ; cela suppose une éducation du consommateur, cela suppose d'autres manières de soigner, cela suppose un accord de société entre tous ceux qui veulent donner leur garantie de santé et toutes les professions liées à l'exercice de la médecine. Ce n'est pas par des lois ou des décrets que nous y parviendrons.
- Plus nettement encore, troisième exemple : l'inflation. Ce n'est pas seulement un dérèglement économique, l'inflation est un fléau social. C'est ce dérèglement qui veut que, petit à petit, tout le monde vole tout le monde dans une société ; je t'emprunte de l'argent parce que je te rembourserai en monnaie de singe.
Pour y parer, bien sûr, il faut modérer nos prix et là, premier choix, sur qui comptons-nous davantage ? La force des consommateurs organisés ou la police économique ? Déjà un choix de société intéressant, qui est en cause dans cette affaire, mais ensuite dans le partage explicite du revenu national puisque nous sommes en période de vache maigre.
La même garantie de pouvoir d'achat peut être négociée avec un niveau nominal de calaise à 15%, quand les prix courent à 14 ou avec un niveau nominal de salaire à 8%, quand les prix court à 7. Entre les deux il y a la victoire ou l'échec de ce que nous entreprenons en France, et cela c'est le problème du réglage conjoncturel.
Dans cette situation de crise économique où notre victoire même a amplifié des exigences et actualisé des besoins, la tension s'aggrave. Entre une bien légitime exigence de pouvoir d'achat, le poids des transferts sociaux, les nécessités de l'investissement, comment fait le libéralisme quand les tensions s'aggravent et qu'on ne peut plus négocier ? Il a trouvé une belle astuce, le contrôle de la masse monétaire.
C'est l'étranglement de l'économie sans que personne voit comment.
N'écoutons plus la clameur de la revendication, celle de la faim, de la misère, ou de la maladie, ou du pouvoir d'achat, laissons faire les forces aveugles et que les forts vainquent les faibles, et la régulation de la masse monétaire se chargera du reste.
Voilà ce que c'est que le monétarisme. Faisons jouer les mécanismes aveugles, les travailleurs qui perdent leur emploi parce que leur entreprise pour se développer n'a pas pu emprunter, les taux étant prohibitifs, à quoi, à qui voulez-vous qu'ils s'en prennent ? Il n'y a pas d'institution visible. C'est l'intervention étatique qui cache aux forces sociales les raisons de ce qu'elles subissent.
A cet égard, il est en effet essentiel de nationaliser les banques, et nous sommes au travail. Ensuite il restera, tout aussi essentiel, de savoir s'en servir.
Je ne suis pas certain, camarades, qu'en ce qui concerne une politique monétaire de gauche, le Parti soit déjà tout à fait au point. Il y a encore du travail pour nous tous dans les Commissions d'étude, car une politique monétaire de gauche a besoin de s'appuyer sur un dialogue social vrai pour permettre d'appliquer le

Fondation Jean Jaurès

bon compromis social, et non pas pour le pré-fabriquer à l'aveuglette. Donc tout se lie.
C'est bien le problème général de nos relations avec le monde de l'entreprise et avec le patronat, m'en fait, qui se pose là.
Le Premier Ministre Pierre Mauroy l'a évoqué tout à l'heure, le chômage ne **se** résorbera que si le compromis social s'établit au bon niveau, et c'est possible, et le bon niveau il est en progrès. Mais dans l'état présent du rapport de force, si nous brutalisons l'appareil de production, combien de chômeurs supplémentaires cela coûtera-t-il ? Voilà une question sur laquelle un Congrès comme le nôtre doit s'honorer de réfléchir, je sais qu'elle est présente à l'esprit de beaucoup d'entre nous.
La fermeté dans les conduites du processus, mes camarades, c'est cela, c'est la capacité à passer d'étape en étape les accords et les contrats les plus capables de faire avancer les solutions auxquelles nous croyons, en fait tout cela c'est le contenu du concret de la démocratie autogestionnaire. Elle implique une condition majeure, une pratique intransigeante de la démocratie.
Cette question se pose sur bien des plans ; en tant que Socialiste nous pouvons déjà en donner l'exemple dans les relations entre le Parti et le gouvernement. Au-delà du travail quotidien, il y a une fonction d'analyse, d'élaboration, de réflexion théorique, d'élucidation qu'un gouvernement surchargé de tâches quotidiennes ne peut pas assumer, ce n'est pas possible. C'est au Parti d'élaborer pour faire avancer.
Je suis fier que dans la situation d'aujourd'hui la motion comporte le paragraphe que je lisais tout à l'heure, il est la clé du démarrage. Mais après tout, les prochains Congrès du Parti montreront la réflexion sur ce qu'est une gestion monétaire de gauche, et plus encore sur un autre grand sujet que je suggère.
Quelle alliance sociale ? Quelle alliance de classe passer, camarades ? La bourgeoisie salariale, les petits patrons, les agriculteurs, les cadres techniques, bref tous ceux qui ne sont pas ouvriers, tous des ennemis ? Sûrement pas et vous le savez bien. Peut-on faire alliance avec tous à la fois ? Probablement pas. Quantités de contradictions.
Ce problème de savoir autour de quelle alliance sociale et avec quelle progressivité dans le déroulement de ces alliances un pouvoir Socialiste conduit son offensive est, je crois, le plus décisif de ceux qui se posent à nous.
Nous avons, à ce Congrès, avancé avec le compromis. Maintenant voir avec qui et contre qui, dans quelles conditions de négociation, là-dessus je peux vous le dire très tranquillement, ce ne sont pas les ministres ni le Premier Ministre, ni le Président de la République qui auront le temps d'y penser. Le court terme nous prend trop, les urgences peuvent fausser la vue et le choix comme l'arbre cache la forêt. C'est le Parti qui doit être l'éclaireur.
Je fais le vœu que de ce Congrès sorte cette volonté-là et le Parti aura rendu service à la transformation Socialiste s'il assume cette fonction-là; mais ce n'est pas la seule… (Applaudissements)... Ce n'est pas la seule, mes camarades. Une pratique sociale militante a aussi son rôle maintenant. Que les militants Socialistes soient les meilleurs animateurs du mouvement social est devenu

important. Pouvons-nous faire évoluer notre lourd système scolaire sans un appui actif de parents d'élèves, généreux, intelligents, dévoués à cette cause ? Pouvons-nous imaginer l'équilibre dont je parlais tout à l'heure sans de fortes organisations de consommateurs ?
Pouvons-nous imaginer le développement de la qualité de la vie, de cette convivialité à laquelle nous aspirons tous sans que de toute part y arrivent la fougue, la volonté, l'animation d'associations de toute nature ? Elles ont toutes ici un rôle décisif à jouer. Les militants Socialistes y seront un facteur à la fois d'idées, d'inventions, d'animation et aussi de cohésion.
Nous donnerons de cette démocratie active d'autres exemples jusque dans le fonctionnement même de notre propre Parti.
Mes camarades, en situation de Parti majoritaire, il faut que nous soyons lucides sur le fait que nous sommes responsables de la qualité de la démocratie dans tout le pays. Le respect du suffrage universel, celui des électeurs comme celui des militants, est la clé d'une transformation Socialiste démocratique. Que veut dire d'autre le soutien enthousiaste que nous apportons à nos amis polonais de Solidarité, sinon cela ? (applaudissements)
Nous en donnons encore l'exemple par une décentralisation réussie ; communes, départements, régions, objets de la méfiance séculaire de l'Etat central, limités dans leur compétence et dans leur moyens financiers jamais en état d'utiliser au mieux les ressources, les talents et les compétences de leur ressort, étaient jusqu'ici incapables d'assumer toutes les expériences de leurs habitants, de la communauté qu'ils représentent.
Devant cette situation, que des cellules pleinement responsables soient en charge maintenant de faire vivre un pouvoir local capable d'assumer l'espérance d'emploi, l'espérance de qualité de vie, c'est tout l'enjeu que nous jouons.
Des élus pleinement responsables, c'est sans doute intimidant, on n'en a pas l'habitude, et le pouvoir, ce n'est nulle part commode, même au niveau local. Mais c'est cela la grande aventure de la démocratie Socialiste. Oui, mes camarades, dans notre pays, l'Etat conduit par les Socialistes a bougé déjà beaucoup et rapidement, mais la Société française, dans ses profondeurs, n'a pas encore vraiment bougé. Les forces syndicales, les collectivités locales, les coopératives, les mutuelles, les associations, les organisations professionnelles de toute nature ont toute leur rôle à jouer dans l'avancée collective. C'est notre pratique de la démocratie qui, jusque chez nous, doit les y appeler.
Nous ne construirons pas la démocratie économique sans que les entreprises nationalisées donnent l'exemple, sans que se développe fortement le secteur de l'économie sociale et sans que dans le secteur privé progressent la négociation sociale et la capacité d'avancer pas à pas vers de nouveaux droits des travailleurs.
Cela aussi est affaire de démocratie, de reconnaissance de l'autre, de capacité à passer contrat, de responsabilité politique.
Nos responsabilités, mes camarades, elles sont donc considérables et la grande épreuve de notre Parti sera d'être capable d'y répondre dans le sens très clair du message présidentiel entendu ce matin. Nous n'avons à cet égard qu'une seule

Fondation Jean Jaurès

certitude, c'est que nous réussirons ou échouerons ensemble.
Gaston Defferre hier avait raison de dire que nous gagnerions ou perdrions solidairement, mais, Gaston Defferre, on n'est jamais condamné à être solidaire, on est solidaire parce qu'on a choisi de l'être, on est solidaire parce qu'on sait où sont les enjeux, avec qui on se bat et contre qui.
Ce Congrès, et j'espère y avoir contribué, marquera notre unité retrouvée, servons-nous en pour en faire l'instrument d'une réussite durable dans la transformation Socialiste de la France.
(Très vifs applaudissements)

Le président - Avant de donner la parole à François Loncle, je voudrais demander, mes chers camarades, que l'on reste dans le calme. Les ministres ont le droit d'avoir le silence, mais l'ensemble des intervenants également. (Applaudissements)
Mes camarades, il ne suffit pas d'applaudir, il faut respecter ce que l'on demande. Alors je vous demande de vous asseoir et que ceux qui veulent sortir le fassent très rapidement.
J'attendrai que le silence soit revenu avant de donner la parole à François Loncle.

François Loncle - Chers amis…

Le président - Camarades, s'il vous plaît !

François Loncle

Je le dirai avec ferveur et avec joie, chers camarades… (Applaudissements)… Permettez-moi de m'exprimer, bien sûr à titre personnel comme militant et député de l'Eure, mais aussi au nom de François Massot, député des Alpes de Haute Provence, et de plusieurs élus locaux, ceux de Nantes et de Grenoble, par exemple, Radicaux de Gauche, j'allais dire Radicaux Socialistes.
Nous pourrions résumer notre intervention en une seule phrase tant cette phrase revêt de signification, tant elle a valeur d'engagement, elle a sa part émotionnelle, sentimentale, elle veut dire que nous partageons les vues du Parti Socialiste, les 110 propositions de François Mitterrand sur lesquelles nous avons été élus, les orientations de la motion de Valence ; oui, mes chers camarades, c'est tout simple, nous adhérons au Parti Socialiste… (Applaudissements)… nous rejoignons notre famille naturelle, la grande famille des Socialistes.
Lors des élections présidentielles, nous avons soutenu François Mitterrand dès le premier tour car nous pensions que l'élan devait être donné dès le 26 avril,
que le rassemblement devait se produire dès ce jour-là. Nous en tirons aujourd'hui les conséquences. Notre démarche est continuité et non, rupture ; il y a cohérence et non reniement. Radicaux Socialistes, nous n'avons pas fait sécession, nous reconnaissons au mouvement des Radicaux de Gauche, Parti de la Coalition gouvernementale, le droit d'exister et de se développer, mais nous

Coll. Fondation Jean Jaurès

souhaitons, pour ce qui nous concerne, nous trouver plus encore au cœur de l'action entreprise pour le pays. Nous souhaitons nous mêler aux efforts indispensables, aux espérances suscitées. Nous voulons, à notre tour, Oui, Lionel Jospin, convaincre, entraîner, conquérir pour le bien commun. L'attitude de la Droite, les résistances déloyales, parfois haineuses, qui se manifestent ça et là ont accru notre détermination à nous battre aux côtés de ceux qui ont vocation à rassembler.
Je voudrais pour conclure, au moment de franchir le pas et cela est facile, rendre hommage à l'un de ceux qui, lui aussi, ont rejoint le Socialisme, même s'il n'a pas rejoint le Parti, le 21 juin. J'ai pu, avec tous ceux qui m'ont aidé, au premier rang les Socialistes du département de l'Eure et grâce, bien sûr, au formidable mouvement qui a suivi, rendre à la Gauche une circonscription détenue pendant tant d'années par Pierre Mendès France… (Applaudissements)... confisquée pendant vingt-trois ans par la Droite. Mendès France, grand militant de la Gauche et trop brièvement grand dirigeant du pays, nous a beaucoup appris, nous a beaucoup apporté. J'essaie modestement de suivre quelques-uns de ses conseils, ils sont précieux en cette période où nous participons au pouvoir. Il a toujours eu la passion d'instruire, de convaincre, l'art de la communication, de l'explication, de l'information. Nous mesurons combien cela reste aujourd'hui nécessaire. Mais si je n'avais qu'une seule leçon à retenir de son expérience, c'est la conviction, la force et le succès avec lesquels il a su mobiliser la jeunesse. Les jeunes viennent de vivre sous M. Giscard d'Estaing un septennat indigne, ils ont eu le sentiment de se trouver dans une société anti-jeunes, une société injuste où sévissait encore un véritable racisme anti-jeunes.
Certes, il y a le changement, il y a cette formidable espérance et cette concrétisation des aspirations des jeunes dans la politique extérieure qui est menée, mais il est urgent, parce que précisément tant d'espérance s'est levée de ce côté-là le 10 mai et le 21 juin, souvenons-nous de la Bastille, souvenons-nous du Panthéon, de bâtir pour eux une société plus accueillante, qu'il s'agisse de la ville, du système scolaire, du service militaire qui doit être raccourci et l'argument du chômage n'est pas un argument qui peut être compris par les jeunes... (Applaudissements)… des positions de travail. Ce sera la clé de notre succès ou de notre échec.
Pardonnez-moi d'avoir en quelque sorte anticipé en me mêlant au débat politique auquel nous sommes désormais conviés, mais nous adhérons en hommes libres avec la certitude de rester nous-mêmes avec un unique objectif : militer, militer parmi vous.
Merci.
(Applaudissements)

La présidente - La parole est à Bernard Delanoë.

Bertrand Delanoë

Chers camarades, Notre Congrès avance, il est celui de la joie, d'une émotion

légitime dont nous aurions eu tort de nous priver, et aussi d'un certain nombre d'arrivées comme l'a montré François Loncle tout à l'heure, qui nous font plaisir.
Ce Congrès est aussi riche politiquement, riche puisque nourri de l'actualité, nourri des luttes, et nous voyons bien, maintenant que nous avons majorité dans le pays, que les luttes se mènent dans les entreprises, dans les quartiers, mais aussi à l'Assemblée Nationale. Riche aussi parce que nourri par un mouvement du peuple, le mouvement de notre peuple...

Le président - Camarades, Nous ne pouvons pas continuer comme cela, nous en avons encore pour trente minutes environ, je vous demande de patienter jusqu'à la fin de la séance.

Bertrand Delanoë - Cependant, je crois que tous ces sujets ont été traités longuement et bien, pendant notre Congrès, mais il reste à mon avis une question qui a été assez peu abordée.
En effet, dans quelques heures se réunira la Commission des résolutions. Cette Commission des résolutions aura à son ordre du jour la situation dans un petit nombre de fédérations, l'examen des amendements que vous avez que nous avons débattus et votés, et aussi aura à son ordre du jour l'avenir de notre Parti, l'avenir de la direction.
En tant que membre de cette Commission des résolutions et à titre tout à fait personnel, il m'a paru utile de commencer à dire dans ce Congrès ce que j'ai l'intention de dire tout à l'heure dans la Commission des résolutions.
En effet, nous vivons avec une direction du Parti depuis le Congrès de Metz et la question se pose de savoir si, au lendemain de ce Congrès, elle sera identique ou plus large. C'est une des questions de la Commission des résolutions, c'est une des questions de notre Congrès.
Un problème est déjà réglé : les intervenants au Comité directeur du 12 septembre, trois anciens courants de Metz, à partir de textes différents, ont élaboré une synthèse politique, un accord politique, il me paraîtrait donc légitime que ceux qui ont conclu cet accord politique à partir de textes différents se retrouvent à la direction du Parti. (Applaudissements)
Mais au Comité directeur du 12 septembre il n'y a eu synthèse qu'entre trois anciens courants du Congrès de Metz et pourtant il y a une motion unique. Se pose donc, et autant dire les choses nettement et jusqu'à demain utiliser les vraies lettres, l'élargissement me semble-t-il de la direction du Parti Socialiste à tous les anciens courants du Congrès de Metz.
Je crois qu'il faut dans le concret dire dans quel contexte politique général, il a été évoqué tout au long de ces deux jours, et dans quelles conditions aussi à mon avis est possible cette unanimité à la direction du Parti. A ce point de mon intervention je voudrais dire après François Mitterrand, si je peux me le permettre, que dans nos Congrès, jamais l'unité des Socialistes n'est en cause. Les Socialistes à Metz étaient unis, ils étaient unis mais pas unanimes. (Applaudissements)

Collection Jean Jaurès

Alors, unanimité ou pas au Congrès de Valence ?
Il me semble que pour l'unanimité, trois accords sont nécessaires, sur trois points que je vais évoquer brièvement :
Le premier, je crois que c'est l'accord politique : sommes-nous tous d'accord sur la même ligne politique ?
Il y avait à Metz plusieurs lignes politiques ; certaines ont-elles disparu ou, selon d'autre expression se sont-elles dissoutes ? Est-ce qu'il y a maintenant une seule ligne politique puisqu'il y a motion unique et est ce que cette ligne est le résultat de la fusion de plusieurs lignes politiques ? Ou plutôt est-ce qu'il y a une ligne politique qui serait finalement celle de Metz et qui serait aujourd'hui la ligne de tout le monde ? Ces questions se posent et pour qu'on soit clair on doit y répondre.
Il y a un texte de motion ; ce texte de motion est riche et clair et je me permets de penser qu'il ressemble assez au texte dont le premier signataire était François Mitterrand, au Congrès de Metz. (Applaudissements). Les militants se sont prononcés sur ce texte et ils l'ont fait, je crois, à 96%. Donc il y a accord sur cette ligne politique, semble-t-il, mais méfions-nous toujours un peu de ces chiffres si importants. Après tout, le projet Socialiste a été voté avec le même pourcentage, et pourtant ne l'avons-nous pas parfois entendu contester dans les semaines et les mois qui l'ont suivi ? (Applaudissements)
Il nous faut donc un accord politique, pour aujourd'hui et pour demain. Pierre Mauroy disait : Le bateau a quitté le port et il commence à affronter la tempête. Dans quelques semaines, dans quelques mois, dans un an, ce seront les grandes houles et c'est à ce moment-là, dans les difficultés, dans ces luttes des classes qui vont s'exacerber que nous aurons besoin d'une ligne claire.
Serons-nous encore d'accord, dans un an ? Serons-nous encore d'accord sur cette ligne, sur ce texte politique que nous avons tous voté ? Sera-t-il la ligne politique qui nous permettra de tenir le cap ou de tenir bon, comme disait Laurent tout à l'heure, y compris pendant les deux ans qui viennent et jusqu'au prochain Congrès ?
Sommes-nous d'accord sur la dérive de la crise économique ? Pensons-nous que le problème du compromis est une question de volonté politique ? Pensons-nous que la réussite est liée à des conditions de volonté politique ou à des conditions de conjoncture économique ?
Oui, chers camarades, pour que cette première condition soit remplie, pour que ce premier accord nécessaire soit rempli, il faut que nous croyons d'accord, ici à Valence, mais jusqu'au prochain Congrès, alors, si la motion Jospin est notre ligne à tous, maintenant et jusqu'au prochain Congrès, la première condition sera remplie. (Applaudissements)
Deuxième accord nécessaire : la conception du Parti. Nous sommes un parti divers, pluraliste, et qui voudrait le nier serait irréaliste.
|Il faut que la démocratie vive dans le Parti. Il faut que les opinions s'expriment mais il faut aussi que la règle de la démocratie soit respectée. Il faut la franchise, il faut le même langage, au sommet et à la base, dans les sections, dans les fédérations, au National. Quand nous prenons une décision au Bureau exécutif,

il faut que nous en soyons solidaires partout y compris dans les sections. Il faut le respect des décisions prises à la majorité, mais c'est dans la motion que nous avons votée à 96%.
Il faut - pardon des banalités que je dis - que l'intérêt du Parti passe avant les intérêts de groupe ou les intérêts de personne. (Applaudissements). Il faut surtout que nous soyons d'accord pour considérer le Parti comme une globalité et non comme une somme.
Le Parti Socialiste est le même dans tous les villages et toutes les villes de France. Il n'y a pas une somme de partis Socialistes dans chaque village ou dans chaque ville, c'est le même Parti Socialiste qui est présent dans chaque village ou dans chaque ville (Applaudissements).
Enfin, troisième point, c'est la solidarité dans la direction.
Pour que nous dirigions unanimement le Parti, il faut le travail collectif, il faut la délibération collective. Mais il faut aussi l'application commune de la ligne commune. Si nous sommes tous d'accord sur la ligne politique pour les deux ans à venir, sur la motion, alors il faudra la défendre ensemble, solidairement, il faudra défendre cette ligne politique et je ne crois pas qu'il y ait la place pour beaucoup d'interprétations.
Solidarité dans l'application et la défense de la ligne politique, solidarité dans l'application des décisions; solidarité dans l'application des décisions, cela veut dire que nous les appliquerons ensemble dans les sections, dans les fédérations. Cela veut dire aussi la solidarité non par des secrétariats imperméables qui deviendraient les bastions de tel ou tel, et je ne m'adresse à personne, je m'adresse là à vous tous, mais des secrétariats ou soit présent tout le Parti et qui travaillent pour tout le Parti.
Chers camarades, j'en ai terminé. Je crois que ces trois accords sont nécessaires pour arriver à l'unanimité dans le Parti.
En finissant de les énoncer, je me dis finalement que les conditions de la synthèse, les conditions de la direction unanime sont les mêmes qu'au précédent Congrès.
Ce sont les mêmes qu'au précédent Congrès. Alors, peut-être le contexte a-t-il changé ? Peut-être les responsabilités sont-elles plus grandes ? A nous d'y répondre maintenant.
L'accord général n'a jamais été réalisé depuis Epinay. Il est possible à Valence, à condition que ces trois accords nécessaires soient clairs. Aujourd'hui, oui, c'est possible que pour la première fois le Parti Socialiste soit unanime. Cette unanimité d'aura de sens et de force que si elle se fait dans la vérité, dans la liberté et dans la solidarité à tous les niveaux.
Chers camarades, au moment où nous prendrons les décisions qui nous conduiront à cet accord, il faudra que nous nous rappelions que nous n'avons jamais remporté de victoire sans effort, et nous n'avons jamais remporté de victoire dans l'ambiguïté.
(Applaudissements)

Le président - Michel Berson a la parole pour cinq minutes, et le camarade

Morin se prépare.

Michel Berson

Amis et camarades, Malheur à celui par qui le scandale arrive, mais il fallait que le scandale arrive.
(Applaudissements)
Si j'en crois la violence inouïe avec laquelle la Droite, cynique et réactionnaire, a réagi à mes propos l'autre nuit, à l'Assemblée Nationale, je n'ai pas frappé bas. J'ai frappé juste, j'ai frappé au cœur du cœur du système capitaliste, là où se trouve le pouvoir financier, là où se trouve l'argent roi, cette "saloperie" sur laquelle titrait le Quotidien de Paris, oui, l'argent roi, cette saloperie dont il ne faut jamais parler parce qu'elle salit les doigts.
Pourtant, je n'ai fait que rappeler une réalité économique et sociale bien connue de tous, contestée de personne, les ouvrages dans lesquels j'ai puisé mes sources n'ont jamais été saisis, que je sache. Mais cette réalité, l'aristocratie financière entend la cacher, parce que cela l'arrange.
Oui, je n'ai fait que rappeler les liens financiers personnels et familiaux qu'ont tissés entre eux les groupes industriels et bancaires et certains membres du personnel politique de l'opposition et de la haute administration.
L'autre soir, je n'ai fait que rappeler ces liens sur lesquels se sont construits ces empires, ces citadelles qui oppriment les travailleurs et que les Socialistes au pouvoir ont maintenant décidé d'abattre. (applaudissements)
On parlait hier de la République des comtes et des barons. La République que nous voulons abattre est celle des banquiers et des financiers, pour construire la République des citoyens. (applaudissements)
Dénoncer à la tribune de l'Assemblée Nationale les puissances d'argent et accuser les députés de droite d'être leurs fidèles défenseurs serait, m'a-t-on dit, inconvenant. Mais alors, il serait interdit à un député Socialiste, comme l'ont rappelé Pierre Loncle et Lionel Jospin, de parler du capitalisme français dès lors qu'on trouve sur son passage telle ou telle personnalité politique de droite et, en particulier, ceux qui s'opposent avec le plus d'acharnement, en ce moment encore, aux nationalisations réclamées démocratiquement par le peuple.
Oui, il serait interdit à un député Socialiste de leur rappeler que ce sont eux, par personnes interposées, qui détiennent le pouvoir économique dans notre pays et de leur dire clairement que nous sommes décidés à rendre à la Nation ce pouvoir économique qu'une classe, la leur, a confisqué !
Cette intolérance, cette censure, relèvent d'une réalité qui effraie la haute bourgeoisie, c'est-à-dire la lutte des classes.
La Droite savait que la lutte des classes existait dans les entreprises. Eh bien ! Elle sait maintenant qu'elle s'exprime également à l'Assemblée Nationale ! Et cela aussi, camarades, c'est le changement.
Le combat que mène la Droite depuis quinze jours pour s'opposer aux nationalisations, c'est un combat de classe et c'est pour cette raison que l'on m'a insulté, et c'est pour cette raison que nous allons nationaliser Suez et Paribas, les

5 groupes industriels, 36 banques, et re-nationaliser les 3 grandes banques nationales.
Qu'on ne vienne pas nous dire que tous les députés devraient se confondre en politique parce qu'ils sont tous élus du peuple. Non. Il y a une différence fondamentale entre un député de droite et un député de gauche ; les premiers défendent les mêmes idées, les mêmes intérêts que ceux de la haute bourgeoisie, et les seconds défendent les intérêts des travailleurs, les intérêts du peuple qui ont été bafoués par les premiers depuis si longtemps ! Les députés de droite se cachent, ils ont honte d'appartenir à la classe dirigeante, ils s'en défendent même avec hypocrisie. Eh bien moi, camarades, je n'ai pas peur, je suis même fier de me réclamer du monde du travail et de la classe ouvrière, et notre honneur, à nous les Socialistes, c'est de le dire haut et fort, y compris à l'Assemblée Nationale.
Oui, un député Socialiste ne doit jamais oublier qu'avant d'être élu, d'abord par ses camarades, puis par le peuple, il a été et doit demeurer un militant, et c'est en tant que tel qu'il doit continuer à s'exprimer et à agir. (Applaudissements)
Nous avons été élus notamment pour nous attaquer à l'oligarchie financière de ce pays et mettre en œuvre les réformes fondamentales annoncées. Nous restons fidèles à nos engagements, mais aussi à la volonté des travailleurs, à celle qui s'exprime sur le terrain, dans les entreprises et dans les quartiers.
L'un des rôles essentiels d'un militant député est de faire en sorte que le mouvement d'en bas ne soit pas un vain mot, mais une réalité vivante.
Le volumineux courrier approbateur que je reçois depuis quatre jours, les encouragements enthousiastes reçus ici même, dans ce Congrès, montrent le chemin qu'il convient de suivre.
Comprendre, prévoir, organiser politiquement le mouvement populaire, c'est non seulement ce que nous devons faire pour être fidèles à nous-mêmes, mais c'est surtout ce qui est passionnément attendu de nous, ce qu'on ne nous pardonnera pas de ne pas faire, en sachant bien que sur la base de l'élan du 10 mai, si cela n'est pas fait avec nous, cela sera fait sans nous ou contre nous !
La radicalisation du combat qui s'annonce entre Socialistes et haute bourgeoisie signifie tout simplement que les Socialistes d'aujourd'hui sont les dignes héritiers de Jaurès et de Blum qui, comme nous, camarades, avaient le courage de chercher la vérité et de la dire, et c'est parce qu'ils la disaient qu'il étaient, eux aussi, insultés ! (applaudissements)
Amis et camarades, poursuivons tous ensemble ce combat, amplifions le mouvement en contribuant à la mobilisation populaire. Il faut que l'élan qui souffle ici, dans ce Congrès, souffle maintenant dans tout le pays.
Amis et camarades, le gouvernement et le Parlement auront besoin de vous dans les jours et les mois qui viennent, car les obstacles et les difficultés ne vont pas manquer de se multiplier.
Le déficit de la sécurité sociale, le déficit de l'UNEDIC, le ralentissement de l'investissement privé, ne vont pas disparaître comme par enchantement. L'action du gouvernement, l'action du Parlement doivent nécessairement être soutenues, parfois certes de façon critique, mais toujours avec nettement, par le

Parti, car les forces de droite, tant politiques qu'économiques, n'ont pas encore désarmé, et si elles ne désarment pas, si elles ne veulent pas admettre qu'elles sont devenues minoritaires dans ce pays, alors camarades, il nous faudra, une fois encore, suivre François Mitterrand et tirer toutes les conséquences de l'avertissement lancé voici quelques jours par notre président. Si l'opposition ne se soumet pas, la socialisation de notre pays sera radicalisée !
(Vifs applaudissements)

Le président - Le camarade Morin, dernier intervenant de cet après-midi, a la parole pour cinq minutes.

Bernard Morin

Camarades, beaucoup de camarades avant moi, en rappelant les grandes options qui unissent les Socialistes, et il en est, ont déchaîné nos applaudissements unanimes. Je viens à cette tribune aborder un sujet que les débats récents entre nous ont rendu plus brûlant, peut-être même devrais-je dire, plus douloureux. Je veux parler de la politique énergétique des Socialistes.
Ne crains-tu pas, disait tout à l'heure un camarade, de mener là un combat d'arrière-garde ? Eh bien non, camarades, je ne le crains pas. Je crois même au contraire qu'il est important que nous parlions ici de la politique énergétique et il est important que beaucoup de délégués, ici, viennent en parler, parce qu'à travers les choix énergétiques que nous faisons, à travers ceux que nous avons déjà faits et à travers ceux que nous aurons encore à faire, c'est d'abord - et je ne fais là, camarades, que citer notre motion - toute l'organisation d'une société décentralisée qui est en jeu. Je crois que c'est important aussi parce que c'est l'image que le Socialisme français donnera au monde qui est également en jeu. Je crois enfin que les débats qui ont lieu nous permettent de réfléchir sur ce qui est un des points importants de notre Congrès : la place du Parti par rapport au gouvernement.
C'est sous cet aspect-là que j'aborderai le problème. Je ne l'aborderai pas, en effet, sur le fond, parce que précisément ce débat-là, nous l'avons déjà eu. Nous l'avons eu et nous l'avons eu longuement, quand nous avons élaboré notre Projet Socialiste. C'est même l'un de ces points sur lesquels il y avait plusieurs options ; c'est un de ces points que nous avons, devant tout le pays, tranchés par nos votes, démocratiquement, il en est sorti un texte qui, repris et précisé par le Bureau exécutif unanime, est, par le présent, la règle des Socialistes, qu'ils penchent du côté de ceux qui en veulent plus de nucléaire ou du côté de ceux qui en veulent un peu moins, qu'ils soient militants ou parlementaire. Ce n'est donc pas le lieu ici de reprendre ce débat-là. Si je le rappelle, c'est uniquement pour mieux situer le contexte dans lequel je veux intervenir sur le rôle du Parti.
Le rôle du Parti, dans cette période nouvelle, cette période exaltant et difficile, est pour nous l'accès du pouvoir. Nous y songeons tous, c'est un point important, et je croix que le débat énergétique nous offre un exemple concret d'approfondissement de notre réflexion à ce sujet.

Fondation Jean Jaurès

Echange et solidarité, disons-nous avec beaucoup de justesse dans notre motion, en précisant même sur le Parti Socialiste doit être une force de proposition - je cite - d'impulsion et de réflexion qui s'efforcera ainsi de peser sans surenchère sur la décision ultime. Et nous précisons plus loin que nous pensons que c'est à travers le groupe parlementaire que le Parti doit peser.
Examinons en pratique comment les choses se passent, comment nous vivons cette solidarité et cet échange. Evacuons-le sans surenchère, mais aussi sans hypocrisie.
Que le gouvernement, au lendemain des législatives, ait chargé une nouvelle mission d'experts de réétudier les données du problème, rien que de très normal. Que le rapport de cette mission, le rapport Hugon, ne fasse pas aux deux priorités du projet énergique Socialiste - les économies d'énergie et les énergies renouvelables - la place que nous attendions, que cette prévision en matière d'énergie nucléaire soit en hausse d'un tiers par rapport à la nôtre, par sécurité, peut décevoir les uns, inquiéter les autres, mais peut difficilement indigner. Une Commission ne peut être engagée que par les travaux du Parti. Que les propositions du gouvernement au Parlement ajoutent encore 4000 MW peut aggraver notre malaise, mais là encore nous disons dans notre motion que le Parti Socialiste ne saurait définir de façon impérative le problème de gouvernement ainsi que les pratiques du Parti Travailliste en Grande-Bretagne.
Il est normal aussi que la mission parlementaire chargée d'informer les députés s'engage avec le rapport de Paul Quilès dans une voie sensiblement différente, même s'il accepte, lui aussi, la marge de sécurité prévue dans le rapport. Ce décalage entre propositions du gouvernement et celle du Parti ou du Parlement est normal, si nous refusons des rapports trop mécaniques entre Parti et gouvernement. Ce qui est le plus étonnant, le plus triste, et disons-le franchement, ce qui est plus difficile à faire comprendre autour de nous, c'est que l'échange n'ait pas eu lieu, c'est que Paul Quilès n'ait pas été entendu, c'est que les députés Socialistes n'aient pas pesé sur les propositions du gouvernement, en défendant les positions du Parti, ainsi que nous définissions clairement leur rôle. Cela est étonnant. Il appartient aux délégués de transmettre le message qu'ils reçoivent au gouvernement. Il faut le répéter. Cela est d'autant plus difficile à expliquer que le rapport Quilès, par sa qualité même, méritait d'être pris en compte, que ce rapport a été salué, y compris parmi ceux qui, hors de ce Parti, ont loué le décalage entre notre discours et notre action sur la politique énergétique.
Alors, mes camarades, regardons les choses en face. Il ne nous suffit donc pas de dire que nous voulons avec le gouvernement des rapports fondés sur l'échange et la solidarité. Il nous faut dire ce que signifie concrètement l'échange et comment nous le mettrons en oeuvre. Là-dessus, nous avons encore à réfléchir et sans doute aurons-nous à nouveau à le faire dans les débats futurs sur la politique énergétique, car il est souhaitable, disons-nous, que le débat se poursuive. Il faudra bien qu'il se poursuive, dans le pays. Il faudra qu'il se poursuive au niveau des régions.
Oui, mes camarades, le débat sur la politique énergétique continuera. Il

continuera parce qu'il est vital pour la France, et parce qu'il est vital pour l'avenir du Socialisme.
(Applaudissements)

Le président - Avant de conclure cet après-midi, j'aimerais vous donner quelques informations. Tout d'abord, la direction du Parti Socialiste et la fédération de la Drôme recevront autour d'un verre l'ensemble des délégations d'organisations françaises présentes au Congrès, vers 19 h 45, 20 h au foyer de la salle des fêtes.
Ce soir, un grand bal populaire a lieu à Valence. Des tickets pour l'entrée de ce bal sont vendus à l'accueil.
D'autre part, demain matin, des producteurs de la Drôme vendront des paniers garnis avec un certain nombre de produits locaux, à l'accueil également, au stand des produits régionaux.
Enfin, dernière information qui concerne les membres de la Commission des résolutions : elle se réunira ce soir, à 22 h 15, à la mairie de Valence.
Nous en avons terminé pour cet après-midi. Bonne soirée à tous.
Rendez-vous à 9 h demain matin.
La séance est levée.

Coll. Fondation Jean Jaurès